

4<sup>e</sup> ANNÉE - N° 135

# LA VÉRITÉ

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

11, rue des Envierges (20<sup>e</sup>)

Paraît le Jeudi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an ..... 20 francs

Six mois ..... 10 francs

Chèque Postal :  
FRANK, 136.855 - PARIS

# LA VÉRITÉ

## ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

APRÈS LE VOYAGE DE TROTSKY

### Coty bave

Prise à son propre piège de la calomnie, l'Humanité n'a rien su répondre à nos arguments concernant le voyage du camarade Trotsky à Copenhague. Après avoir calomnié, elle a préféré se taire. Ainsi, la lâcheté est toujours l'envers du cynisme.

La place que l'Humanité a prise dans le concert de haine de la bourgeoisie contre le compagnon de Lénine, contre l'un des dirigeants de l'insurrection d'octobre a dégoûté les ouvriers communistes.

Aujourd'hui, la feuille odieuse de Coty, l'Ami du Peuple, nous donne une fois de plus l'occasion de montrer avec quels gens les rédacteurs de l'Humanité, poussés par leur haine aveugle contre l'aile gauche marxiste, se sont accoués.

Coty écrit dans son journal une série d'articles contre les relations commerciales franco-soviétiques. Comme à son habitude, le parfumeur répand le fiel, la provocation et la haine contre l'Union soviétique.

Mais son article du 21 décembre nous apporte une nouvelle explication : il veut empêcher la France de renouer les relations commerciales avec l'U.R.S.S., au moment où celle-ci est en pleine crise. Et il « accuse » Trotsky de vouloir essayer de tirer profit de cette crise pour sauver le régime. Selon lui, le voyage de Trotsky au Danemark n'avait pas d'autre objectif.

La canaille s'attaque en ces termes au camarade Trotsky :

Aujourd'hui, Staline a mis en vigueur le régime d'esclavage agricole préconisé par Trotsky, et ce dernier, s'il revenait en Russie, n'aurait rien à changer à l'état de choses existant... La Russie ni la civilisation n'auraient rien à gagner à remplacer l'un par l'autre : tout au plus peut-on noter que Trotsky avait une préférence pour la fusillade et que Staline estime plus efficace la contrainte par la faim.

Et ensuite : Son autorisation de séjour étant expirée, l'ancien chef de l'armée rouge dut reprendre le chemin de la France, puis de la Turquie, dans un état de fureur dont il donna de nombreuses preuves en route. Il va recommencer à attendre, dans sa demi-prison de l'île des Princes, une heure qui ne sonne pas.

Eh bien, camarades, avez-vous compris maintenant le sens de ces attaques de la Bourgeoisie? Comprenez-vous que ce que Cachin appelle la « protection de la police » c'est ce que M. Coty appelle la « demi-prison »? Ces rapprochements suffiront à vous ouvrir les yeux!

Oui, les ouvriers comprennent chaque jour mieux, que Trotsky et l'opposition russe luttent à l'avant-garde de la révolution internationale. Tout le long de son voyage, la bourgeoisie a donné des preuves irréfutables de ces craintes.

Notre seule honte restera que l'Humanité ait mêlé à nouveau dans cette circonstance sa voix aux aboiements de la classe ennemie.

## Qu'as-tu fait cette semaine pour "La Vérité" ?

Que chacun de nos amis, de nos lecteurs, s'interroge : QU'AI-JE FAIT CETTE SEMAINE POUR LA VÉRITÉ ?

Nombreux sont ceux qui s'apercevront qu'ils n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient ! Certains, comme nos camarades de Marseille, ont fait un bel effort : c'est 300 exemplaires du numéro de la VÉRITÉ sur Copenhague qu'ils ont vendus. Nos camarades de Lille ont aussi travaillé sérieusement. Mais les autres ?

Il faut secouer la paresse, secouer la routine ! L'heure est grave. Sur nos épaules pèsent de lourdes responsabilités devant le mouvement révolutionnaire.

Et notre premier devoir c'est d'assurer une diffusion toujours plus large de la « Vérité ».

La rédaction et l'administration fournissent dans des conditions précieuses un effort très sérieux. Beaucoup de nos amis ne semblent pas s'en rendre compte. Il n'y répondent pas assez par un vigoureux effort pour la diffusion de notre journal.

LA VÉRITÉ NE PARAITRA PAS LA SEMAINE PROCHAINE.

Comme chaque mois, « la Vérité » ne paraîtra pas durant la dernière semaine. A la place paraîtra le n° 45 de « La Lutte de classes », dont le sommaire est annoncé d'autre part.

LE PROCHAIN NUMÉRO DE « LA VÉRITÉ » PARAITRA DONG LE JEUDI 5 JANVIER 1933.

Ainsi, utilisez la période des cadeaux : ENVOYEZ-NOUS DES ABONNEMENTS. ALLEZ-NOUS NOTRE LISTE DE SOUSCRIPTIONS !

Nous avons fait tirer en brochure :  
**Qu'est-ce que la Révolution d'Octobre ?**  
Conférence faite à Copenhague par :  
**L. Trotsky**  
Diffusez-la largement !  
Prix de l'exemplaire ..... Fr. 0.50  
10 exemplaires ..... 4 »  
Adressez les commandes à La Vérité, Compte chèque postal Frank 1358 65, Paris.

## AMNISTIE POUR TOUS LES EMPRISONNÉS !

# L'impérialisme s'acharne sur le prolétariat colonial

### Herriot-Boncour poursuivent l'œuvre de destruction et de mort

Dans son récent discours, le gouverneur Pasquier a produit quelques chiffres qui permettent de mesurer l'état catastrophique de l'économie indochinoise. Les exportations de riz sont tombées de 2 milliards de piastres à 620 millions. Les prix du caoutchouc ont diminué de 70 %, en trois ans. La valeur de la production minière descend en deux ans de 18 millions et demi de piastres à 13 millions. En 1929, 47.000 tonnes de minerais de zinc étaient extraites ; en 1931 on en avait extrait 18.000. Pour 26.000 tonnes de phosphates, on n'en produit plus que 3.800. De janvier 1930 à janvier 1932, les importations et les exportations ont diminué de moitié. La balance commerciale présente maintenant un déficit de 154 millions et la balance des comptes de 400 millions.

Pour faire face à cette situation, Pasquier préconise une série de mesures de réadaptations économiques et sociales : « lutte révolutionnaire d'abord qui bouscule les intérêts privés ou contradictoires avec l'intérêt général, met en pièces faveurs et privilèges, réprime les excès et les abus et défient tout ce qui correspond à un stade historique révolu, n'est plus d'accord avec l'évolution économique, technique et sociale de l'Indochine ; lutte constructive ensuite qui rétablit l'ordre dans la cité. » Cette rationalisation historique accomplie sous le fouet de la crise, ce ne peut être que l'aggravation du pillage colonial, l'organisation de la mise en coupe réglée de la colonie. L'exploitation de l'économie indigène au service de l'économie de la métropole, l'asservissement brutale des forces sociales et économiques de la colonie aux besoins de l'exploitation du capitalisme oppresseur — en un mot, la fonction de l'impérialisme — vont s'exercer plus durement. Et Pasquier n'a pas tort de prévoir que ces « destructions » rendront nécessaire une lutte « constructive » pour le « rétablissement de l'ordre ». Entre les chiffres de l'économie et les chiffres de la répression se maintient ainsi une sorte de relation.

La bourgeoisie française organise la défense et le rétablissement de l'économie indochinoise au détriment des masses travailleuses. Contre cette attaque, l'avant-garde du prolétariat de la métropole est encore mal préparée pour aider et soutenir même dans ses premiers pas le mouvement des travailleurs opprimés. Le premier maillon, c'est la lutte pour la libération des milliers des travailleurs révolutionnaires prisonniers de la bourgeoisie française. L'importance politique de cette lutte n'est pas encore comprise par le parti communiste français — malgré quelques efforts intermittents. Cependant, l'exploitation coloniale — et notamment celle de l'Indochine — est un des facteurs capitaux sur lequel repose la situation de la bourgeoisie française sur l'arène mondiale. Soutenir la lutte des révolutionnaires coloniaux, c'est un des moyens d'élection pour le mouvement révolutionnaire français d'atteindre son propre impérialisme, de travailler pour sa propre cause. Et aujourd'hui, le premier maillon, c'est la lutte pour l'amnistie intégrale aux colonies, en Indochine et à Madagascar.

Dans cette direction, rien ne doit être négligé pour exploiter la situation créée par les dernières élections, pour mobiliser les millions de travailleurs qui ont porté la gauche bourgeoise au pouvoir. Il faut une campagne conséquente et suivie pour arracher l'amnistie aux colonies. Il faut réaliser les propositions concrètes mises en avant par l'opposition de gauche et notamment la campagne pour la délégation ouvrière d'enquête et de solidarité.

Un des progrès décisifs réalisés par la III<sup>e</sup> Internationale sur la II<sup>e</sup>, ce fut l'affirmation du soutien effectif des partis de la métropole pour les mouvements révolutionnaires coloniaux. Aujourd'hui, les ouvriers du parti doivent demander à la direction : « Ce soutien effectif, où est-il ? »

## Les calomnieurs qui ne reculent devant rien

Cependant que l'Humanité note encore une fois le 9 décembre : « Une dernière nouvelle, on aurait arrêté à Cholon trois révolutionnaires dont un trotskyste d'importance », cependant que l'opposition de gauche s'efforce depuis des mois et des mois d'entraîner le parti à l'action pour le soutien du mouvement révolutionnaire indochinois, des bureaucrates « responsables » ont mis en circulation des calomnies infâmes dont ils auront à rendre compte. Bien qu'ils sachent parfaitement combien ces oppositionnels ont subi à Paris les coups de la répression, ils n'hésitent pas à recourir à la dénonciation publique contre un camarade, ajoutant simplement que les disciples de Trotsky et d'Herriot ont la possibilité de fraterniser ensemble. Sur l'arrestation de dix-sept « trotskystes » de Saïgon, ils n'ont pas craint de mettre en circulation la version suivante : « L'expérience révolutionnaire de ces dix dernières années a démontré que souvent

les affaires trotskystes sont des combinaisons de la police. Nous devons donc nous méfier de cette affaire ; car Khanh-Ky et l'étudiant Tam sont mis en liberté, avec beaucoup d'autres trotskystes, alors qu'à Gia Dinh, une famille que fréquente le fils de Khanh-Ky a été perquisitionnée et arrêtée. On y a trouvé des revolvers. Huynh-Thuong qui est un leader trotskyste s'amène à la Sûreté de la rue Catinat et se constitue prisonnier. » Ces incroyables canailleries contre des camarades qui sont depuis des mois dans les geôles des colonialistes passent le doigt.

Nous saisissons par lettre le Comité Central du Parti de ces faits en lui apportant toutes les précisions. Quelles que soient les leçons de « l'expérience révolutionnaire de ces dix dernières années » dans l'emploi par la bureaucratie de la dénonciation et de la colonne au service de la lutte contre l'aile gauche de l'Internationale, le dernier mot sera dit par les ouvriers communistes.

## Qu'est-devenu Tchen Dou Siou ?

L'Humanité se tait sur l'arrestation de l'ancien secrétaire du P.C. chinois. Nous avons élevé une ardente protestation contre l'arrestation à Changai de notre camarade Tchen Dou Siou et sa livraison au gouvernement de Nankin. Jusqu'à présent, l'Humanité s'est tue à ce sujet, abandonnant ainsi la clique de Tchang Kai Chek le fondateur et l'ancien secrétaire du P.C. chinois, qui lutte maintenant dans les rangs de l'opposition de gauche.

Les staliniens en Chine ne se gênent pas, eux, pour attaquer et calomnier Tchen Dou Siou et nos camarades. A ce sujet nos camarades chinois écrivent en date du 20 octobre. Depuis l'organisation des Chemises Bleues (provocateurs recrutés par Tchang Kai Chek parmi les ex-communistes) se sont concentrés presque tous les anciens étudiants de l'Université Sun Yat Sen de Moscou. Ils ont beaucoup appris au U.R.S.S., en arrivant des communistes, mais aussi ils dépendent de fortes sommes d'argent pour corrompre des militants communistes. De cette façon, ils parviennent à circonvenir le secrétaire privé de Tchen Dou Siou, qui se nommait Sie Siou Sen. Sie est aussi un ancien étudiant de l'Université Sun Yat Sen. Sie raconta au Kuomintang, où se trouvait le logement de Tchen Dou Siou — il était le seul à le savoir. C'est ainsi que Tchen fut arrêté le 16 septembre, à un moment où il était gravement malade.

Peu après, d'autres militants de notre C.C. furent arrêtés, y compris le camarade Pan Fov Tzè, organisateur du parti bien connu. D'après un rapport Sie recut 100.000 dollars-argent de Chek pour son travail. Près de 30 camarades sont prisonniers et toutes les organisations sont détruites.

Le 30 octobre, Tchen Dou Siou et d'autres ont été transférés à Nankin, siège du gouvernement du Kuomintang. Reuter et d'autres agences ont écrit que Tchen avait demandé au Kuomintang de parler directement à Tchang Kai Chek sur le mouvement trotskyste en Chine. Ces bruits ont été démentis 3 jours après, mais les staliniens et d'autres ennemis de l'opposition continuent à se servir de ce mensonge pour combattre l'opposition.

La première vague d'arrestations est finie, mais on prépare une seconde et plus large vague de persécutions.

Les staliniens sont cyniques au sujet de ce coup porté aux forces du mouvement révolutionnaire. Ils disent aux ouvriers chinois que les trotskystes sont des contre-révolutionnaires, des agents de la bourgeoisie. Ils déclarent que l'arrestation de Tchen Dou Siou n'est pas un coup pour la Révolution chinoise, mais que cela ne l'intéresse pas. MAIS NOS CAMARADES FONT FRONT AUX PERSÉCUTIONS, ET ESPÈRENT LE SOUTIEN DES OUVRIERS DES AUTRES PAYS.

## Deux camarades arrêtés à Pittsburg

(Etats-Unis d'Amérique)

Deux militants de l'opposition de gauche viennent d'être arrêtés, après un meeting tenu par le groupe de Pittsburg de la Ligue communiste (opposition). Ils ont été accusés officiellement d'avoir violé les arrêtés municipaux en distribuant des tracts arrêtés au soutien des marcheurs de la faim sur Washington.

Ce meeting faisait partie de la campagne au Front sur des chômeurs.

Les deux ouvriers arrêtés, les camarades Vom Vas et Lepirs ont été envoyés en prison sans jugement, au pénitencier du Comité Allegheny, à Blaw-Knox. On ne peut pas communiquer avec eux.

Le Secours Rouge, tout en accordant une aide technique, a refusé la proposition du groupe de l'opposition, de faire appel contre cette sentence.

## ATAQUES CAPITALISTES, DÉMAGOGIE "SOCIALISTE"

# Paul Boncour continue Herriot

Herriot — qui se ménage une future rentrée triomphale — a refusé le pouvoir que Lebrun lui offrait à nouveau. Il faisait preuve ainsi, au service de la bourgeoisie, de sens politique. L'heure des ministères de courte durée est venue ; l'usure des hommes, provenant de leurs oscillations, est rapide. Car la onse, prise à l'échelle de la France, n'est pas surmontée, et continue même à s'accroître. Herriot, prévoyant, a voulu réserver à la République capitaliste un bon serviteur pour les moments difficiles.

C'est donc Paul-Boncour — enfin président du Conseil — qui lui succède momentanément. Paul-Boncour essaiera, avec plus de phrases ronflantes encore, à continuer ce qu'Herriot avait amorcé : faire voter le budget, attaquer les traitements des fonctionnaires, et tâcher de réparer vis-à-vis de l'Amérique le geste démagogique de la Chambre Française se cabrant avant de passer sous les fourches caudines de l'oncle Sam. Pour le reste, on sait assez que Boncour est le zélé serviteur de la Bourgeoisie, qu'il est docile à l'Etat-major, qu'il est le défenseur attitré des séides de la France dans l'Europe Occidentale (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie), en un mot qu'il est bien désigné pour poursuivre la politique traditionnelle de Briand-Herriot : la défense théâtrale du traité de Versailles, garantie de la paix.

Cependant, il faut constater que M. Boncour a été assez fraîchement accueilli par la presse. Peut-être n'a-t-il pas encore appris le maniement parfait des fonds desliés à la presse ? Néanmoins, il ne peut s'agir là que d'une exuse occasionnelle. En réalité, les cercles de l'industrie et du capital financier qui y est lié craignent que Boncour ne se laisse aller à des complicités vis-à-vis des fonctionnaires. C'est que

Boncour a accentué la manière démagogique d'Herriot.

En particulier, il s'est montré disposé à « discuter » avec les syndicats (réformistes, bien entendu), et il a déjà officiellement consulté Jouhaux sur ces projets.

Bien entendu, il s'agit là avant tout d'une manœuvre destinée à endormir le prolétariat, à briser le début de front unique qui se réalise chez les fonctionnaires. Car en fin de compte Chéron ne peut avoir d'autres projets que ceux de Germain-Martin ; c'est-à-dire pratiquer vigoureusement la déflation budgétaire, autrement dit réduire les dépenses de l'Etat vis-à-vis des fonctionnaires.

Seulement, la bourgeoisie industrielle voudrait que Boncour ne fasse pas tant de manières. Elle veut que ces diminutions soient rapidement appliquées, qu'elles soient prévues dans le vote d'un douzième provisoire, puisque le budget dans son ensemble ne pourra être voté avant la fin de l'année. Cela lui est nécessaire 1<sup>o</sup> pour tâcher d'obtenir un budget en équilibre ; 2<sup>o</sup> comme préface à une nouvelle diminution des salaires dans l'industrie privée.

D'une façon générale, le gouvernement Boncour se heurtera aux mêmes difficultés que le gouvernement Herriot. Les contradictions qu'Herriot, profitant du caractère relativement atténué de la crise parvenait momentanément à surmonter, Boncour aussi cherchera à les réduire par les mêmes méthodes.

Néanmoins, elles devront se faire jour peu à peu, ou même brusquement. C'est pourquoi ce ministère radical est sans large avenir. La crise apportera des difficultés nouvelles pour la bourgeoisie. C'est elle qui montrera combien de temps peuvent durer les gouvernements à bascule inaugurés après le 8 mai.

## NOUVELLES D'U.R.S.S.

# Staline épure...

La rédaction du BULLETIN DE L'OPPOSITION DE GAUCHE RUSSE nous communique des récentes nouvelles de Moscou. Nous les publions ci-dessous :

Les 24 et 25 novembre on a arrêté le Commissaire du Peuple au Ravitaillement Eismont, le dirigeant des transports, Tolmatchev, l'ancien commissaire du peuple à l'Agriculture, A. Smirnov, Dossier et différents autres. Smirnov, Eismont et Tolmatchev sont accusés d'avoir soi-disant fondé une « troïka », (c'est-à-dire un groupe de 3) ayant pour but la création d'une organisation qui renverserait Staline. Eismont aurait fait des aveux, et aurait témoigné que Rykov et Tomski étaient au courant de l'existence de la « troïka ».

Un autre groupe également, Nemtchenko, Ginsbourg, et d'autres, ont été arrêtés sous la même inculpation.

Kamenev a été exilé à Minoussinsk (Sibérie), Zinoviev à Kustanay (Kasakstan), Sten à Akmolinsk, Slepkov à Tarou. Rioutine est enfermé dans l'isolateur de Tcheliabinsk. On a « proposé » à Smilga de quitter Moscou.

Nous apprenons en outre que le travail de l'Opposition de Gauche russe prend de l'extension et que ses liaisons se multiplient. Les nouvelles ci-dessus caractérisent la situation intérieure du P. C. de l'U.R.S.S. aussi bien que les événements du développement intérieur de l'U.R.S.S. renferme de gros dangers. Notre tâche consiste à suivre avec l'attention la plus tendue le développement des événements et à consacrer toutes nos forces à la défense de la politique de Lénine et de Trotsky, ainsi qu'au soutien du travail de l'Opposition de gauche russe.

## Une nouvelle « épuration » du Parti ?

Le C.C. du P.C.R. a décidé de procéder à une « épuration » du parti bolcheviek. La chose en soi n'a rien de blâmable. Il est nécessaire que le parti maintienne fermement l'unité et l'esprit profondément communiste et prolétarien de ses rangs. Lénine, à l'époque de la guerre civile, proposait que l'on ouvre l'accès du parti, lors d'une retraite ou d'une période difficile, étant sûr ainsi que les ouvriers qui donneraient leur adhésion seraient des combattants révolutionnaires, décidés à lutter pour la cause du prolétariat et non de profiter des avantages de la victoire.

Pour qu'une telle épuration se fasse sans dommage pour la cohésion du parti, il faut que celui-ci applique une ligne politique juste, comprise, discutée, appliquée par chacun de ses membres. Autrement dit, pour qu'une telle opération porte ses fruits, il est de toute nécessité que le parti soit en état de remplir sa fonction propre.

C'est pourquoi on ne peut envisager l'épuration décrétée par le C.C. du P.C.R. sans tenir compte de la situation réelle actuelle au sein du parti bolcheviek. Autrement dit, l'épuration actuelle ne peut être abstraite du régime sous lequel elle est décrétée, c'est-à-dire du régime stalinien imposé au parti qui en étouffe.

La dictature prolétarienne en U.R.S.S. par cela même qu'elle est une dictature n'implique pas la disparition des classes et de la lutte

## PAS UN SOU DE DIMINUTION !

# Aidez les grévistes du Havre et de Dunkerque !

Depuis le début du mois les dockers du Havre et de Dunkerque soutiennent une âpre lutte pour la défense de leurs salaires. Dans les conditions actuelles, cette bataille revêt le caractère d'une bataille d'avant-garde pour l'ensemble de la corporation, pour l'ensemble du prolétariat menacé dans ses conditions de vie.

Le prolétariat ne doit rien épargner pour épauler la lutte des marins, des bateliers et des dockers du Havre et de Dunkerque. Nous appelons nos camarades à souscrire largement à la collecte organisée par la Fédération unitaire des Ports et Docks. La Ligue communiste a envoyé un premier versement de 50 francs. Les fonds recueillis doivent être adressés au compte chèque postal Clavéri 522-34, rue de la Grange aux-Belles, 33, Paris 10<sup>e</sup>.

# Les premiers pas du gouvernement Schleicher

Von Schleicher essaie de tirer les leçons de la lamentable fin de von Papen. Non pas que le général ait rompu ce puisse rompre aujourd'hui avec le système du bonapartisme. Il essaie exactement comme son prédécesseur de gouverner « au-dessus des classes » par ordre de la bourgeoisie, grâce à cet équilibre entre le prolétariat et le fascisme qui, bien que vacillant, n'est cependant pas encore détruit. En employant provisoirement d'autres formes, Schleicher essaie de stabiliser à nouveau le bonapartisme.

Papen est tombé à cause de sa politique extérieure trop irréductible, tandis que Schleicher a conclu le compromis de Genève. Papen est tombé dans le choc des contradictions ouvertes à l'intérieur de la bourgeoisie, surtout dans la question des contingents, tandis que Schleicher, en face du développement croissant vers la gauche, tente de réduire ces contradictions. Avec son programme économique, Papen n'a pu obtenir l'abaissement escompté du niveau des salaires, mais seulement un renforcement du P. C., le déclenchement de la vague de grèves, le développement renforcé vers la gauche. Sur ce terrain Schleicher essaie d'autres chemins. Et au lieu du coup d'Etat prussien de von Papen, vu historiquement, l'abolition de l'interdiction des troupes d'assaut hitlériennes et autres mesures pouvaient profiter aux nazis au cas d'une prise du pouvoir éventuelle, autant il est clair aussi que la politique de von Papen a pour l'instant de plus en plus affaibli les nazis, beaucoup plus même que la bourgeoisie ne peut le désirer, car elle n'est pas encore sûre de ne pas être tout de même obligée de livrer le pouvoir aux nazis. C'est justement par ce double mouvement : *affaiblissement des nazis et développement à gauche*, renforcement du P. C. A., qu'a été détruit l'équilibre des forces en présence, qui est devenu une des raisons essentielles du gouvernement Schleicher : le général essaie de changer l'état de choses et de rétablir la balance des forces.

Pour cela il essaie d'abord de fortifier les nazis. Ne voulant à aucun prix leur livrer le pouvoir, le moyen essentiel pour arriver à ce but est pour lui la coalition avec les nazis. Jusqu'au dernier instant, Schleicher essaya lui-même de réaliser cette coalition. Ensuite il tenta de la leur procurer du moins en Prusse. Bien que ces négociations soient interrompues pour le moment, on peut tout de même dire avec certitude que sous le gouvernement Schleicher la question de la coalition ne disparaîtra pas de l'ordre du jour. D'autant plus que pour eux-mêmes la tolérance semble devenir encore plus nuisible que la coalition. Dans cet ordre d'idées, il est intéressant de noter que l'assentiment des nazis à la proposition de remplacer le Président du Reichstag fut une des conditions de la coalition avec le Centre. C'est la « politique de Strasser sans Strasser ». De même l'abolition des tribunaux spéciaux ne profitera pas au mouvement ouvrier révolutionnaire, qu'on continuera à persécuter, mais bien aux nazis.

La seconde tâche de Schleicher est le freinage, l'affaiblissement, la décomposition du développement à gauche, du développement vers le communisme. Pour cela on a même une fois de plus l'assaut au moyen des interdictions, représsailles, et jugement odieux. Mais à côté de la trique on essaie, avec un peu de sucre, de semer la confusion et de faciliter la tâche des chefs social-démocrates qui est d'empêcher les masses de lutter. C'est à quoi sert la légende du général social. C'est à quoi servent les 700 millions pour les chômeurs (qui ne sont pas encore payés), de même que la promesse d'abolir les décrets-lois. C'est aussi pour cela qu'est mis sur pied le plan de Gereke pour procurer du travail (qui n'est pas encore financé). Mais ce plan se heurte déjà à une forte résistance dans l'appareil bureaucratique, et dans les journaux de l'industrie lourde qui ne comprennent pas leur Bonapartisme. Combien cela rappelle les établissements ouvriers de feu Napoléon III en Alsace !

C'est cela que veut Schleicher. Mais que peut-il obtenir ? Pour l'instant il se délecte des succès obtenus : Genève, tolérance au Reichstag par le parti socialiste et les

nazis, avances de Strasser, et « politique de Strasser sans Strasser » de la part des nazis.

Mais pour von Papen aussi, les premières semaines ont été remplies de « succès » : Lausanne, 20 juillet, approbation de son programme économique. Cette fois, la bourgeoisie, c'est-à-dire les gens de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, etc., et non les crétiens libéraux et réformistes, est plus sceptique. Elle aussi sait fort bien que chaque action de Schleicher porte en elle sa contradiction : pour l'instant Genève n'est qu'un morceau de papier ; la « bienveillance » envers les ouvriers ne saurait durer longtemps.

Car ce n'est pas pour donner, mais pour prendre que la bourgeoisie a placé von Schleicher au pouvoir. La crise continue, et au mois de janvier on veut prendre énormément aux ouvriers allemands. M. von Schleicher ne pourra faire autrement que de s'associer à ce dépeuplement, et même de le diriger. Et plus le développement à gauche s'accroît au cours de ces luttes, plus la bourgeoisie sera poussée à la coalition avec les nazis, par-dessus la tête de Schleicher. C'est ce qu'escomptent les nazis, en se présentant constamment comme seul barrage possible contre le bolchévisme. *Nous avons plus d'une fois averti les ouvriers allemands du danger que constitue une telle coalition, qui pourrait devenir pour les nazis le point de départ pour la prise du pouvoir.*

Il serait prématuré de penser que malgré toutes ses pertes, le national-socialisme est liquidé dès à présent. La crise Strasser n'a que fort peu ébranlé l'organisation. Il ne faut pas sous-estimer les fonds de l'industrie, la sympathie de Schleicher, la crise qui continue.

Les perspectives ultérieures du gouvernement Schleicher dépendent avant tout du développement de la crise, qui, pour les mois à venir, ne montre pas en Allemagne de tendance vers l'amélioration ; elles dépendent ensuite de l'amplitude que prendra le développement à gauche, qui à son tour dépend avant tout d'une juste politique du P. C.

Le parti social-démocrate poursuit inlassablement sa carrière de trahison ; il est pour le moment l'obstacle le plus puissant du développement à gauche, du développement des masses vers la lutte, vers le communisme. Il est vrai qu'il ne peut pas tolérer ouvertement Schleicher, comme le désire Leipart ; il est forcé de le faire sous le masque de l'opposition. Il est vrai qu'il ne peut pas former un « troisième front », sachant trop bien que cela éparpillerait ses organisations. (En outre l'industrie lourde ne le désire pas non plus, parce qu'elle veut l'offensive directe contre les organisations ouvrières. A cet égard le parti socialiste peut s'attendre à quelques surprises du côté de son « général rouge »).

En fait, avec ou sans opposition, le P. S. tolère Schleicher, malgré les expériences Brüning et Papen. Il commet ainsi une nouvelle immense trahison. Au lieu de sonner l'alarme devant les nouveaux graves dangers qui menacent la classe ouvrière, il endort la volonté de résistance, et prépare l'étouffement des luttes.

Comment le P. C. A. peut-il contrecarrer ses mesures, comment amener les masses socialistes à la lutte malgré tout ? Il doit éviter par tous les moyens de se laisser égarer par les manœuvres. Il offre le front unique à la base. Très bien ; mais cela ne suffit pas.

Nous nous trouvons toujours devant cette contradiction aiguë : malgré le mécontentement formidable, et bien qu'elles votent même partiellement pour le P. C., les masses restent encore dans le parti socialiste, attachées à la corde des chefs réformistes » pour parler comme Ulbricht.

Pour surmonter cette contradiction, pour mettre en action les organisations réformistes ou, au cas de refus, pour isoler au plus vite les traitres réformistes des masses, nous pensons qu'il faut faire au sommet du parti socialiste et des syndicats libres des propositions d'actions concrètes contre la baisse des salaires, contre la baisse des allocations, contre l'oppression politique. Aux camarades du P. C. A. qui continuent à repousser la tactique léniniste du front unique, nous posons la question suivante : « Vous signalez une accen-

tuation de la situation allant des luttes économiques jusqu'à la crise révolutionnaire. C'est juste. Mais dans cette situation il vous faut des organismes de front unique équivalents aux soviets. Ils ne tombent pas du ciel. Il faut les créer déjà au cours de ces luttes. La tactique de front unique que vous avez suivie jusqu'à présent ne vous a pas permis de créer de tels organismes. Comment voulez-vous y parvenir autrement que par la tactique de front unique que nous préconisons ? »

Déjà le P. C. A. a beaucoup révisé dans notre sens dans sa tactique ; c'est en partie à cela qu'il doit les succès des temps derniers. Il va de soi que nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces le parti dans ce travail et particulièrement son travail renforcé à l'intérieur des syndicats.

Mais nous ne pouvons pas nous contenter de cette constatation. Nous ne prenons pas d'une manière absolue les succès et les tournants partiels, mais nous devons les mesurer à l'échelle de la révolution, pour laquelle la situation objective est mûre de plus en plus. Il est vrai que le Parti grandira aussi dans cette situation. Mais à cette échelle les succès actuels et les tournants partiels accomplis dans l'obscurité sont tout à fait insuffisants.

Seul un tournant complet dans l'appréhension de la situation (question du fascisme), dans la tactique syndicale et de front unique, dans le régime intérieur, peut donner au Parti la possibilité d'entrer dans la voie de la révolution. Nous appelons tous les camarades du Parti à lutter avec nous pour ce tournant complet. Le fait que le développement antérieur, même celui de la politique du parti, nous a donné raison, à nous et non au stalinisme, nous en donne le plein droit. C'est grâce à un pareil tournant que nous pourrions contrecarrer les plans des Schleicher et Leipart. Et plus encore !

Permanente Révolution, 15 décembre.

## Le front unique en 1922

Le Front Unique : « Pour le 2<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. MESSAGE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'I. C. »

« Le parti de la Révolution doit apprendre à réaliser la majorité de la classe ouvrière en usant de cet effet de chaque possibilité nouvelle d'action de masse... De ce point de vue, dire que nous sommes prêts à faire le front unique avec les masses et non avec les chefs, c'est scholastique pure. On pourrait tout aussi bien dire que nous consentons à mener des grèves contre les capitalistes, mais que nous ne consentons pas à entrer en pourparlers avec eux. Il est impossible de mener une grève sans entrer à certains moments en pourparlers avec les capitalistes ou leurs représentants ; de même, on ne saurait appeler des masses organisées à une lutte commune sans entrer en pourparlers avec ceux que telle ou telle partie de ces masses investit de sa confiance. »

« Agir autrement, c'est, sous couleur d'intransigeance révolutionnaire, montrer une passivité politique qui ne voit point un des buts les plus importants pour lesquels a été créé le parti communiste. »

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'EXÉCUTIF ELARGI DE JUN 1922 (idem, p. 63).

« La page la plus glorieuse de l'histoire du prolétariat français, la Commune de Paris, n'a pas été autre chose qu'un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière groupées contre la bourgeoisie. »

« Si malgré la réalisation de ce front unique, la Commune n'a été rapidement écrasée, c'est avant tout parce qu'il ne se trouvait pas à l'aile gauche de ce front une organisation véritablement révolutionnaire, disciplinée et décidée, capable, dans le jeu des événements, de prendre rapidement la direction. »

« C'est en ce sens que la Commune a été un Gouvernement ouvrier, un bloc des partis et des organisations ouvrières opposés à la bourgeoisie. En qualité de Gouvernement ouvrier, la Commune a été une étape vers l'établissement du régime socialiste. Il suffira au prolétariat conscient de France de se pénétrer de l'exemple de la Commune pour trouver dans son passé héroïque tous les arguments nécessaires en faveur de la tactique véritablement révolutionnaire du front unique avec la revendication d'un Gouvernement ouvrier qui en découle. »

C'est pour nous inlassablement mis en avant cette conception bolchévick-léniniste du front unique d'organisations à organisations que la direction Semard-Thorez a fait assommer les ouvriers opposés à Bullier. Les militants jugeront.

## La Société des Nations concilie le Japon et la Chine

La Société des Nations s'attaque à la seconde phase de l'affaire mandchoue. Après avoir opéré à la faveur de la crise mondiale son coup de main sur la Mandchourie, avec l'aide active des impérialismes anglais et français, le Japon en demande la légalisation à la Société des Nations. Le représentant à Genève du gendarme de l'Asie souligne « la volonté inébranlable de maintenir un minimum d'ordre à l'est de la Chine ». Campagne des Boxers, guerre contre la Russie, conquête de la Mandchourie sont présentées non pas comme la chaîne des victoires de l'expansion japonaise mais comme le seul moyen d'éviter le démembrement de la Chine « N'oubliez pas qu'en Chine le communisme règne dans un ensemble de territoires six fois aussi vaste que le Japon. »

Ce ne sont pas les compères du Japon, maîtres de la Société des Nations, dont celui-ci peut redouter une opposition énergique à ses massacres et à son pillage. Il faut la candeur professionnelle de la social-démocratie pour que celle-ci s'accroche à l'ultime espoir que les protagonistes de la Société des Nations libèrent la Mandchourie et « saisissent la dernière occasion de sauver la S. D. N. et de mettre une fin rapide à l'aventure guerrière du Japon ». Si la S. D. N. se livre à des tractations plus laborieuses, c'est sous la pression d'autres considérations qui sont plus réelles. Les débats passent bien au-dessus des intérêts de la Chine considérée comme une marchandise et représentée par un gouvernement de parasites manœuvrés par les impérialismes étrangers. La reprise des relations de ce gouvernement avec l'Union soviétique ne le fait pas sortir de son marasme, en proie aux marchands européens qui trafiquent des ouvertures de marché et des investissements de capitaux, agent de la lutte contre les masses travailleuses.

La manœuvre opérée à Genève par les « petits états » au nom du sacro-saint respect des traités est une grosse ficelle : elle doit préparer les voies de cette conciliation à laquelle travaillent contre rémunération les impérialismes français et anglais et dans laquelle la S. D. N. rêve d'englober l'impérialisme yankee.

Mais les spéculations des impérialismes japonais sur la victoire des démocrates pourront bien rejoindre les illusions des bourgeoisies françaises et anglaises sur l'attitude de Roosevelt dans la question des dettes. Le rapt de la Mandchourie ouvre en réalité une phase nouvelle de la lutte pour le démembrement de la Chine, pour le partage de l'Asie. Pour les Fachodas de cette compétition, des forces gigantesques seront aux prises. Et le nouveau facteur doit être représenté par les millions et les millions de travailleurs asservis de la Chine. C'est pourquoi les problèmes qui intéressent le développement du mouvement communiste chinois sont à l'heure actuelle d'une importance primordiale.

## Staline épure ...

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

L'un des côtés négatifs du régime stalinien, c'est justement qu'il a foulé aux pieds le principe du parti, non seulement dans les pays coloniaux mais en V.R.S.S. même. En excluant l'opposition de gauche, en annihilant le centralisme démocratique au sein du parti, Staline contribua à bureaucratifier le parti. La bureaucratie dont Staline est le représentant réduit à zéro la vie du parti.

Bien plus loin de maintenir l'homogénéité de ses rangs, elle embrigada au sein du parti des cohortes entières d'ouvriers sans sélection. Loin de sélectionner les membres, elle accepta l'adhésion massive d'ouvriers par usure, par chantiers entiers.

Autrement dit, le caractère d'avant-garde du parti a disparu. Le parti s'est dissous au sein même de la classe ouvrière. Seule omnipotente sur cette masse, la bureaucratie a développé son emprise. De plus « ayant vaincu et étouffé le parti, la bureaucratie ne peut pas se permettre le luxe de désaccords dans ses propres rangs afin de ne pas être forcée de faire appel aux masses pour la solution des questions contestées. Elle a besoin d'un arbitre constant d'un chef politique. Tout l'appareil se concentre autour du « chef ». C'est ainsi que s'est créé le régime d'appareil plébiscitaire. » (Trotsky ! Les problèmes du développement de l'U.R.S.S.)

Voici quelques passages de ce pacte :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage vis-à-vis de l'autre... à respecter l'inviolabilité des territoires placés sous sa souveraineté ou dont elle assure la représentation extérieure et contrôle l'Administration.

C'est-à-dire que l'U. R. S. S. s'engage à sacrifier la révolution indochinoise et à respecter la domination de la bourgeoisie française et l'exécution des prolétaires indochinois.

ARTICLE 5. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage... à ne s'immiscer en aucune façon dans ses affaires intérieures, à s'abstenir notamment d'une action quelconque tendant à susciter ou à faire toute agitation, propagande ou tentative d'intervention ayant pour but de porter atteinte à son intégrité territoriale ou de transformer par la force le régime politique ou social de tout ou partie de ses territoires.

C'est-à-dire que les prolétaires français se débrouillent avec leur bourgeoisie, la Russie ne s'immiscera pas dans les affaires intérieures de la France.

Pour nous, communistes qui savons qu'en 1919 l'U. R. S. S. a soutenu financièrement, moralement et matériellement la révolution spartakiste en Allemagne, ce changement, cette orientation opportuniste nous semble incroyable. Et pourtant, c'est une vérité.

La II<sup>e</sup> Internationale et tous les petits bourgeois réactionnaires applaudissent à cette orientation de Staline, et Herriot, par l'intermédiaire de Jacques Sadoul, adresse ses vœux à l'U. R. S. S.

Ces vœux ont été publiés dans les *Izvestia* et nous donnons ci-dessous quelques extraits :

Or, c'est sur la base de la situation présente qu'il importe d'examiner le problème de l'épuration du parti. Effectué en dehors des concours et du contrôle politique des masses, l'épuration ne peut être que le développement et le renforcement de ce régime plébiscitaire », qu'un nouvel élargissement de la bureaucratie du parti et des soviets.

En effet, une telle mesure est décrétée alors que dans tout le pays la situation économique empire. Les résultats du plan quinquennal, qui a été de réalisations grandioses, abâtissent par la faute de la bureaucratie stalinienne une acuité accrue des contradictions de l'économie de transition, qui est celle de la dictature du prolétariat, ne sont pas sans avoir leur répercussion au sein même de la classe ouvrière, et de la masse communiste.

La politique de Staline est mise en accusation par les faits eux-mêmes, et la classe ouvrière s'en fait juge. C'est ce juge, qui a conscience de son pouvoir, dont il veut rester le maître à l'ordre du jour du parti, et de la classe ouvrière, la situation de l'Union soviétique, Staline préfère épurer les contradicteurs, et tenter de renforcer son régime bureaucratique qui chancelé sur ses bases.

Le problème qui se pose n'est pas l'épuration du parti, mais sa régénération. Ce qui importe, à l'heure présente, c'est de rendre au prolétariat son arme, c'est de lui rendre la parole et son parti.

Dans son éditorial du 13 décembre 1932, la *Pravda* écrit qu'il s'agit d'élever le drapeau de Lénine « en dénonçant et en repoussant de ses rangs tous ceux qui enfreignent la discipline du parti : opportunistes, droitiers, trotskistes, contre-révolutionnaires... » et aussi en combattant « implacablement toutes les révisions ». Or, dans son rapport au XIII<sup>e</sup> plenum de l'I.C. Manouïlsky nous enseigne qu'il existe une « DOCTRINE STALINISTE », car « Staline a élaboré et mis en pratique la doctrine léniniste de l'édification du socialisme dans un seul pays ».

L'épuration du P.C.R. se fait donc sous le signe de la doctrine « Staliniste », autrement dit de la théorisation du régime plébiscitaire. Cette épuration, chaque véritable communiste la rejettera. Ce qu'il faut c'est le changement radical du régime intérieur du parti, car « le changement du régime intérieur de l'I.C. devient une question de vie ou de mort pour le mouvement révolutionnaire international ». (Trotsky.)

Ce qui importe à l'heure présente, c'est de restituer au prolétariat russe son noyau révolutionnaire, autour duquel le parti se reconstituera.

La véritable épuration doit consister à permettre aux bolchévick-léninistes déportés, avec Rakovsky, Sosnovsky, etc., de reprendre leur place au sein du parti. C'est d'y rétablir la démocratie communiste. Mais une telle épuration se trouve liée à la ligne politique, c'est-à-dire à l'annihilation « implacable de toutes les révisions » du stalinisme proné par Manouïlsky. Il s'agit de reconstruire le parti sur sa propre plateforme marxiste et léniniste. Comme l'écrivait Trotsky : « la tâche de toutes les tâches — régénérer le PARTI ».

L'épuration du parti russe ne peut se comprendre que par la régénération du parti s'épurant de la bureaucratie staliniste.

## Les brandlériens tchécoslovaques passent à la Social-démocratie

Le supplément de décembre du *Populaire* (« La Vie du Parti »), annonçant qu'une « conférence du P.C. d'opposition (trotskyste) a décidé d'adhérer au Parti social-démocrate tchéco. » Le *Populaire* écrit que les trotskystes comptent approximativement 6 à 10.000 membres.

Ces nouvelles sont de pure invention. En réalité il s'agit ici de l'ancien groupe de Neurath, qui était adhérent à l'Internationale des droitiers (groupe Brandler). Dans les derniers mois, ce groupe s'est désagrégé, comme tous les groupes de camarades du monde. Neurath et un noyau de camarades ont rompu avec Brandler et se sont rapprochés de l'opposition de gauche. Nous avons publié en son temps dans la *Vérité*, la lettre de Neurath à Brandler. Une autre partie de ce groupe (qui n'avait rien de « trotskyste ») a rejoint la social-démocratie. Il ne s'agit pas de 6 à 10.000 camarades, mais de quelques centaines. L'importance de ce noyau aux yeux des social-démocrates vient de ce qu'il possédait des imprimeries, coopératives, maisons du peuple, etc., dont les réformistes sont très friands !

## Qu'est-ce que l'Opposition Communiste de gauche ?

Une brochure de propagande éditée par la Ligue Communiste (opposition). Prix de l'exemplaire..... 1 fr.

Cette semaine paraît :

LE JEUNE BOLCHEVIK comme organe national du Groupe des Jeunes de la Ligue Communiste.

# QUE VAUT LE PACTE DE NON-AGRESSION FRANCO-SOVIETIQUE ?

C'est avec retard que nous exposons notre opinion sur le pacte de non-agression signé, à Paris, par Doygalevsky, ambassadeur de l'U. R. S. S., d'une part ; le Président de la République et Herriot, d'autre part. Mais il est utile, nécessaire pour le mouvement révolutionnaire, et surtout pour les communistes, d'expliquer ce que représente ce pacte.

Cette signature, comme celle de tous les pactes semblables signés avec d'autres pays, est la conséquence logique de la théorie du socialisme dans un seul pays. On nous objectera : quel rapport y a-t-il entre la réalisation du socialisme et la signature d'un pacte qui démontre la volonté de paix de l'U.R.S.S. ?

A cela, nous répondrons que l'un et l'autre sont inséparables.

D'abord, parler de la volonté de paix de l'U.R.S.S., c'est embêter le pas à la II<sup>e</sup> Internationale, c'est s'abaisser au niveau des radicaux, démocrates et autres petits bourgeois démagogues qui se font les champions du pacifisme.

La Russie soviétique peut-elle être simplement pour la paix ? Nous disons : Non !

Ce n'est pas que nous ne voulions pas qu'elle le soit. Mais parce que, tant que durera le régime capitaliste, la paix ne sera qu'un mot creux dont les avocats et les

politiciens, se serviront pour tromper la classe ouvrière, lui masquer la réalité de la vie et, en définitive, l'entraîner dans la boucherie.

Ou bien l'U.R.S.S. s'engage dans la voie du capitalisme, et, alors, elle sera guerrière au même titre que tous les autres pays, ou bien elle reste le pays de la dictature du prolétariat, et, alors elle doit couvrir de la révolution mondiale : c'est-à-dire être pour la guerre civile.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de position intermédiaire. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de neutralité pour l'U. R. S. S., même dans un conflit entre impérialistes. Dire que : la Russie est pour la paix ! Elle veut la paix ! C'est présenter les choses fausement.

Un pays de dictature du prolétariat ne peut pas vivre éternellement côte à côte avec un monde capitaliste. Lénine n'a cessé de répéter : « si la révolution mondiale ne vient pas à notre secours, nous périrons ». Il ajoutait « nous serons obligés de faire des concessions ; l'essentiel, c'est de tenir jusqu'à la révolution mondiale ».

La conséquence logique de cette conception est que la Russie doit faire tout son possible pour aider, faciliter la révolution dans les autres pays. Car là, là seulement réside son salut.

Aujourd'hui, les bureaucrates de l'I. C. ont complètement abandonné cette opinion et, non seulement ils pensent que la dictature du prolétariat peut se maintenir à côté du régime capitaliste, mais ils considèrent que l'on peut réaliser la société socialiste sans classe dans un seul pays.

La conséquence logique de cette conception est que la révolution mondiale devient secondaire, puisqu'on n'a pas besoin d'elle pour construire le socialisme ;

Considérant le mouvement révolutionnaire comme secondaire, n'ayant plus confiance dans le prolétariat, subissant les pressions de la crise économique mondiale, ayant besoin de la paix et des crédits pour réaliser son utopie, Staline se tourne vers les intellectuels petits bourgeois et signe des pactes avec les pays capitalistes. Pactes qui sont de véritables capitulations et dans lesquels il sacrifie l'action révolutionnaire.

Ferrat (qui, sous certains traits, est le Kautsky de notre époque, avec cette différence qu'il est loin de posséder son bagage idéologique) a beau essayer de concilier la signature du pacte avec l'U.R.S.S. ; il a beau nous dire que la France, comme la Pologne, a signé parce qu'elle est obligée « de manœuvrer devant la sympathie sans cesse croissante des masses populaires de France pour l'Union soviétique et devant le poids sans cesse plus grand de l'Etat prolétarien dans les relations internationales » ; que « la garantie extérieure essentielle de l'U. R. S. S., c'est le prolétariat international », le fait est que le pacte est pour l'U.R.S.S. et pour l'I. C. une véritable capitulation, un abandon des principes du communisme dans la défense de l'U. S.

Voici quelques passages de ce pacte :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage vis-à-vis de l'autre... à respecter l'inviolabilité des territoires placés sous sa souveraineté ou dont elle assure la représentation extérieure et contrôle l'Administration.

C'est-à-dire que l'U. R. S. S. s'engage à sacrifier la révolution indochinoise et à respecter la domination de la bourgeoisie française et l'exécution des prolétaires indochinois.

ARTICLE 5. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage... à ne s'immiscer en aucune façon dans ses affaires intérieures, à s'abstenir notamment d'une action quelconque tendant à susciter ou à faire toute agitation, propagande ou tentative d'intervention ayant pour but de porter atteinte à son intégrité territoriale ou de transformer par la force le régime politique ou social de tout ou partie de ses territoires.

C'est-à-dire que les prolétaires français se débrouillent avec leur bourgeoisie, la Russie ne s'immiscera pas dans les affaires intérieures de la France.

Pour nous, communistes qui savons qu'en 1919 l'U. R. S. S. a soutenu financièrement, moralement et matériellement la révolution spartakiste en Allemagne, ce changement, cette orientation opportuniste nous semble incroyable. Et pourtant, c'est une vérité.

La II<sup>e</sup> Internationale et tous les petits bourgeois réactionnaires applaudissent à cette orientation de Staline, et Herriot, par l'intermédiaire de Jacques Sadoul, adresse ses vœux à l'U. R. S. S.

Ces vœux ont été publiés dans les *Izvestia* et nous donnons ci-dessous quelques extraits :

# La G. G. T. U. se préoccupe-t-elle de la situation des ouvriers étrangers ?

La Chambre française a voté au mois d'août 1932, la loi sur la « protection de la main-d'œuvre nationale ». Cette loi a fermé la frontière aux travailleurs étrangers, mais, en grande partie par suite de l'opposition des représentants de la bourgeoisie elle n'a pas voulu fixer les limites pour l'embauche des ouvriers étrangers. Elle en a joliment écarté les bases, en fixant la procédure à travers laquelle le pourcentage des ouvriers étrangers pourra être déterminé dans chaque branche d'industrie.

Selon cette procédure, les syndicats ouvriers et patronaux doivent faire une démarche au ministère du Travail pour proposer un pourcentage dans l'industrie qu'ils représentent. Ensuite le ministère du Travail informe tous les Syndicats des propositions qui lui sont faites. Les syndicats ont un mois pour étudier la question. Après quoi la question est posée devant le Conseil supérieur du Travail, ou elle reste également un mois à l'étude. Enfin, le ministre du Travail prend la décision sans appel.

À la fin de novembre, le ministre du Travail a été saisi de la part des Syndicats de la G. G. T. U. au sujet de trois industries des plus importantes, d'une demande de fixation d'un pourcentage d'ouvriers étrangers.

Parmi les trois corporations visées, il y a l'habillement ou sont employés des dizaines de milliers d'ouvriers étrangers. Les réformistes réclament du Gouvernement de chasser de la production un certain nombre d'ouvriers étrangers.

Une grande partie de la classe ouvrière ignore ces démarches, pour la simple raison que les réformistes ont tout intérêt à les cacher. Pourquoi la C.G.T.U. n'en a-t-elle pas dit un mot ? Or, ces propositions datent du début de novembre, elles sont déjà au Conseil supérieur du Travail et, aux premiers jours de janvier, le ministre va se prononcer. Comment peut-on concevoir que la C.G.T.U. laisse les ouvriers étrangers en proie aux manigances des réformistes et des Pouvoirs publics ?

Pourtant, si nous prenons toutes les résolutions des Congrès et C.C.N. de la C.G.T.U.

concernant la main-d'œuvre étrangère, nous y trouvons de grandes phrases pour la défense des ouvriers étrangers et de grands mots d'ordre généraux (comme l'abolition des passeports, l'abolition de la carte d'identité et libre émigration), qui, quoique fort justes n'ont aucune valeur tant qu'ils ne sont pas liés aux revendications immédiates des ouvriers étrangers. L'exemple que nous citons plus haut montre, malheureusement, que quand il s'agit des revendications immédiates, la C.G.T.U. fait défaut.

Nous nous bornons ici à poser quelques questions à la direction confédérale et particulièrement à la Commission de la M.O. Immigrée :

1° Le silence des chefs confédéraux n'est-il pas une concession au courant de chauvinisme et de xénophobie qui, malheureusement existe actuellement dans la classe ouvrière et qui gagne même certains comités de syndicats unitaires ?

2° Pourquoi toutes les sections de langues se sont-elles tuées sur la même question ?

La direction confédérale ne veut-elle pas attendre que le pourcentage des ouvriers étrangers soit déjà fixé pour ensuite s'indigner — ce qui est facile — de la manœuvre réformiste contre les ouvriers étrangers ? Immédiatement elle doit prendre position publiquement. Elle doit engager la campagne et faire toute l'agitation nécessaire pour la défense des ouvriers étrangers.

Tout silence sera interprété par nous, et par tous les prolétaires étrangers comme une complicité avec la manœuvre des réformistes.

P. S. — Nous avons rédigé cet article quand l'« Humanité » du 21 décembre a publié un bref communiqué de la M.O.I. sur le renouvellement des cartes d'identité pour les étrangers en 1933. A ce propos, on parle de l'expulsion des gardes blancs, mais non de ce qui intéresse directement les ouvriers : la fixation proche du pourcentage employable de travailleurs immigrés par le ministre du Travail.

UN GROUPE D'OUVRIERS ETRANGERS SYNDIQUES UNITAIRES.

# Un tournant dans la C.G.T.U. ?

Le dernier C. C. N. de la C. G. T. U. est passé presque entièrement inaperçu pour la classe ouvrière, y compris le prolétariat organisé. La politique antérieure de l'organisation « unitaire », et les décisions récentes du 12<sup>e</sup> Plenum de l'I. C. n'inspiraient, même aux ouvriers les plus proches du Parti et de la C. G. T. U., un sentiment de méfiance et de scepticisme sur la possibilité d'un revirement sain et courageux.

Nous aussi, dans les colonnes de la Vérité, nous avons exprimé la crainte que le C. C. N. ne se borne à être une réunion bureaucratique quelconque, sans la force et sans le courage nécessaires pour poser et résoudre correctement les problèmes qui sont à l'ordre du jour du prolétariat de France et de ses organisations syndicales.

Deux mois après que le C. C. N. a tenu ses assises il faut commencer à regarder si nos craintes étaient justifiées ou non.

Donnons d'abord, un coup d'œil sur la « Résolution générale du C. C. N. » et particulièrement sur les deux problèmes qui passionnent le plus le prolétariat français à l'heure actuelle. Est-ce qu'il y a quelque chose de changé là-dessus ? Voyons.

Avant le C. C. N. les dirigeants de la C. G. T. U. repoussaient comme empoisonnée toute conception préconisant le front unique « aussi d'organisation à organisation dans le domaine syndical ».

L'idée même de s'adresser aux sommets des organisations syndicales réformistes était considérée comme contre-révolutionnaire et criminelle. Leur formule était : « front unique rien qu'à la base » et contre toute sorte de front unique d'organisation à organisation.

Or, sur ce terrain, il y a quelque chose de changé depuis le C. C. N. La « Résolution générale » qui a été approuvée, affirme à ce propos, que « sur la base d'un travail de masse pour les revendications, les syndicats unitaires doivent (souligné par nous N. D. R.) faire des propositions publiques, concrètes, aux organisations syndicales adverses pour la discussion et la tenue d'assemblées communes de syndicats et de tous les corporants. »

Comme on le voit, la question préjudicielle opposée à tout front unique d'organisation à organisation, est ici surmontée. Selon le C. C. N., les syndicats unitaires « doivent faire des propositions concrètes aux organisations syndicales adverses ». C'est donc une importante question de principe qui a été résolue. Après cela, et jusqu'à ce que de nouvelles décisions en sens contraire interviennent, il sera impossible à la bureaucratie stalinienne du Parti et de la C. G. T. U. d'exclure ou de frapper les militants partisans d'une tactique conséquente de front unique.

En même temps, une des conditions pour le redressement de la politique syndicale de la C. G. T. U. est, au moins partiellement posée. Nous ne pouvons qu'être les premiers à nous en réjouir.

Pourtant, on doit tout de suite relever toute insuffisance de la formule signalée ci-dessus. Avant tout on parle en général d'organisations syndicales « adverses ». Pourquoi cela ? Pourquoi mettre dans le même sac « adverse » toutes les organisations syndicales en dehors de la C.G.T.U. ? Peut-être est-ce au nom de la théorie du social-fascisme qu'on met sur le même plan les syndicats — ouvriers et réactionnaires — C'est une précision que nous voudrions bien connaître. Ensuite, ces propositions « concrètes » aux organisations syndicales « adverses » visent uniquement la « discussion et la tenue d'assemblées communes des syndicats et de tous les corporants ».

Comme on le voit, la question préjudicielle opposée à tout front unique d'organisation à organisation, est ici surmontée. Selon le C. C. N., les syndicats unitaires « doivent faire des propositions concrètes aux organisations syndicales adverses ». C'est donc une importante question de principe qui a été résolue. Après cela, et jusqu'à ce que de nouvelles décisions en sens contraire interviennent, il sera impossible à la bureaucratie stalinienne du Parti et de la C. G. T. U. d'exclure ou de frapper les militants partisans d'une tactique conséquente de front unique.

En même temps, une des conditions pour le redressement de la politique syndicale de la C. G. T. U. est, au moins partiellement posée. Nous ne pouvons qu'être les premiers à nous en réjouir.

Pourtant, on doit tout de suite relever toute insuffisance de la formule signalée ci-dessus. Avant tout on parle en général d'organisations syndicales « adverses ». Pourquoi cela ? Pourquoi mettre dans le même sac « adverse » toutes les organisations syndicales en dehors de la C.G.T.U. ? Peut-être est-ce au nom de la théorie du social-fascisme qu'on met sur le même plan les syndicats — ouvriers et réactionnaires — C'est une précision que nous voudrions bien connaître. Ensuite, ces propositions « concrètes » aux organisations syndicales « adverses » visent uniquement la « discussion et la tenue d'assemblées communes des syndicats et de tous les corporants ».

unique rien qu'à la base » dont les résultats sont connus, reste, en réalité, la formule sur laquelle s'appuie encore la C. G. T. U. Sur le problème de l'unité syndicale, la position de la C. G. T. U. reste, après le C. C. N., identique c'est-à-dire équivoque et fautive comme celle d'aujourd'hui. Si dans la question du front unique on a modifié la formule, dans la question de l'unité syndicale, même celle-ci est restée inchangée. Pour les dirigeants de la C. G. T. U. il n'y a qu'un moyen de réaliser l'Unité syndicale : celui d'entrer dans la C. G. T. U. !

Néanmoins — nous l'avons déjà dit — il y a quelque chose de changé. Tandis qu'entre la bureaucratie réformiste et la bureaucratie stalinienne se poursuivait le jeu d'escarmouche, l'une demandant hypocritement l'unité, pour mieux s'opposer au front unique d'action, et l'autre offrant un front unique pour mieux s'opposer à l'unification des centrales syndicales existantes ; tandis que ce jeu traîne en haut, l'idée du front unique et de l'unité syndicale se frayait le chemin parmi les masses.

Devant l'offensive du patronat, en face du chômage et à la diminution des salaires, le prolétariat demande un front unique d'action et une seule organisation syndicale. Et les sommets, bon gré, mal gré, doivent tenir compte de cette volonté du prolétariat. C'est pourquoi nous assistons, sur le terrain pratique, à une contradiction parfois flagrante, entre les décisions des sommets et l'action. Si d'un côté les bureaucraties réformistes, adversaires, et pour cause, du front unique, sont obligés de ruser avec lui et même de l'accepter, de l'autre la bureaucratie stalinienne a été obligée soit de pousser plus avant les propositions de front unique, soit de cacher sa position réelle sur l'unité syndicale. Rien mieux que ce fait ne met en relief la nécessité d'un revirement complet, clair et honnête de la politique des deux principales centrales syndicales en France. Ce revirement doit être accompli avec les chefs, s'ils l'acceptent, contre eux s'ils s'y opposent.

Ce revirement est particulièrement urgent pour la C.G.T.U. Ballottée entre les formules de la « Troisième période », celles du 12<sup>e</sup> Plenum de l'I. C. et de ses congrès précédents, et les nécessités de la vie réelle des masses, la C. G. T. U. vit sur l'équivoque. Cette équivoque doit être brisée. Il y va non seulement de son existence en tant qu'organisation syndicale séparée — ce qui pourrait même être utile — mais il y va de l'existence de l'avant-garde révolutionnaire dans le mouvement syndical en France, et par suite des luttes prochaines du prolétariat français. La C. G. T. U. ne peut plus se permettre le luxe de perdre une seule minute de temps. Elle en a perdu assez. Elle doit prendre courageusement la direction de la volonté des masses et elle peut y arriver en faisant siennes les propositions que la fraction syndicale de la Ligue a faites dans sa lettre ouverte adressée au C. C. N. Ces propositions sont :

La C. G. T. U. doit proposer immédiatement à la C. G. T. U. et aux autres centrales syndicales une action commune pour la défense des salaires, pour la défense des chômeurs et pour arracher la semaine de 40 heures sans diminution du salaire global. Toutes les organisations de la C. G. T. U., au sommet à la base, devant faire des propositions analogues, sur leur terrain spécifique, aux organisations correspondantes de la C. G. T. U. et des autres centrales syndicales.

La C. G. T. U. doit proposer à la C.G.T. U. et aux autres centrales syndicales la tenue d'un Congrès de fusion, ou une assemblée constituante syndicale afin de réaliser la constitution d'une centrale syndicale unique. La seule condition qu'on devra y mettre c'est le respect de la démocratie syndicale et du droit égal pour tous les courants de se constituer en fraction pour pouvoir défendre leurs idées et gagner à eux la majorité.

C'est le seul chemin qu'elle doit suivre, c'est le seul chemin qui permettra au prolétariat de briser l'attaque de la bourgeoisie et de conquérir des positions meilleures.

# LA VIE OUVRIERE

## La lutte des fonctionnaires et la C.G.T.U.

### La bataille des travailleurs de l'Etat

Est-ce à dire que l'attaque contre les traitements et indemnités soit renvoyée aux calendes grecques ou plus simplement écartée ? Personne ne se fait d'illusions sur la seconde hypothèse ; quel que soit le gouvernement de demain, il reprendra à son compte les projets de compression des traitements et salaires. Pour faire face au déficit budgétaire, on n'a pas le choix des moyens dans le cadre du régime fiscaliste.

Quant au renvoi de l'application des mesures d'équilibre financier — ce qui serait un temps précieux, pour peu que l'on sache en tirer profit — la préparation à la défense —, il ne faut pas trop y compter. Les compressions de dépenses seront discutées vraisemblablement hors du budget général de 1933 et avant celui-ci. Le Temps, qui fait autorité en la matière, déclarait dans un article du 7 décembre, que l'incorporation des ressources nouvelles dans la loi des douzaines prévues était certaine. De tous les façons, le gouvernement de demain ne reculera pas. Différée ou non, la bataille est inéluctable.

Ces d'ailleurs ce qu'ont compris les exploités de l'Etat qui se préparent à la lutte. Affiches, meetings, résolutions, atestent de la volonté de résistance, et des comités de F. U. ont surgi un peu partout, dans toutes les corporations menacées.

On est-on dans le domaine de l'organisation du F. U. ? Nous savons que, abandonnant en fait sa position sectaire, faisant un pas vers la position préconisée depuis longtemps par l'O. de G., le cartel central unitaire n'a pas craint de s'adresser directement aux organisations réformistes et autonomes. Certes, comme dans tous les tournants, on a agi sans bruit, sans se donner la peine d'avertissements préalables, et toute la phraséologie passée du F. U. par en-bas continue à régner en maîtresse dans les colonnes officielles.

Néanmoins, la nouvelle tactique adoptée a eu pour résultat la constitution d'un cartel élargi par la fusion des cartels unitaires et autonomes auxquels sont venus s'ajouter deux organisations indépendantes des P.T.T. : la fédération générale et l'association générale des commis. Quant au cartel confédéré, s'appuyant sur la motion de Japy, il est demeuré sur ses positions.

Mais le bloc confédéré a été ébranlé sérieusement. C'est ainsi, par exemple, qu'un syndicat confédéré des P.T.T., le syndicat national des agents, groupant un grand nombre d'adhérents s'était prononcé pour l'unité d'action au sein d'un cartel unique. Une sommation en bonne et due forme de sa fédération syndicale, le syndicat cher derrière la discipline, l'obligea à se retrancher derrière la discipline syndicale. Le syndicat confédéré de l'enregistrement de la Seine a donné son adhésion au cartel élargi de la R.P. D'autre part, des comités de base de F. U. se sont constitués spontanément, et leur composition, où rentrent de nombreux confédérés, indique chez ceux-ci un désir d'unité d'action qui n'est pas sans gêner leurs chefs. Au début, les chefs réformistes ne voulaient en aucune façon reconnaître ces « comités sans aucune responsabilité », mais ils furent bien obligés de laisser toute latitude à leurs membres sous peine de perdre toute leur influence.

A Marseille, le syndicat des agents des P.T.T. reconnaît le Comité d'Entente, travaille dans son sillage, appuie son appel au meeting du 18 décembre (organisé par le cartel élargi) et, réuni en assemblée, vote une résolution demandant à son cartel central de réaliser le front unique avec le cartel élargi.

A Lyon, Maité, confédéré, est contraint dans une réunion commune à toutes les organisations postales de ratifier la constitution du F. U. Tous ces exemples, et bien d'autres encore, montrent nettement que la position du cartel confédéré est assez critique devant la volonté de ses adhérents et prouvent que, seul, le F. U. d'organisation à organisation clairement posé, est susceptible d'entraîner les masses et de déjouer les manœuvres.

Malgré ces résultats — qu'il convient de marquer — le tournant opéré par le cartel Unitaire est loin de donner toute satisfaction. Tout d'abord on a conservé tout l'insipide verbiage du passé sur le F. U. par en-bas. Nous l'avons déjà critiqué plusieurs fois, mais on ne s'est pas mis d'accord sur ce que doivent être des comités de F. U. de base, sur le rôle qu'ils doivent jouer. Après les tentatives stériles de la tactique du F. U. par en bas, ont les comités de base étaient considérés comme une panacée universelle qui devait réaliser le F. U. sans les chefs, ces mêmes comités sont considérés actuellement comme une chose négligeable. Aucun mot d'ordre clair sur leur signification et sur leur rôle, aucune tentative pour lier leur action à celle de l'organisation centrale d'unité, aucun effort pour s'appuyer réellement sur eux.

Un exemple : Le cartel élargi invite officiellement le cartel confédéré à participer à la journée de protestation nationale du 18 décembre. Celui-ci se dérobe. On « enregistre la carence des chefs confédérés » et on « fait appel à toutes les bonnes volontés » pour participer aux manifestations. Cela, au moment où les chefs confédérés ont des possibilités de manœuvre restreintes, ont de forts comités de base de F. U. comprenant des confédérés de plus en plus nombreux (voire des syndicats confédérés eux-mêmes) sont prêts à faire pression sur leurs organisations.

L'invitation du cartel élargi eût dû s'appuyer fortement sur ces comités. Il fallait lancer le mot d'ordre d'une journée nationale en invitant tous les comités de F. U. à préparer cette puissante manifestation. L'invitation ultérieurement faite au cartel confédéré eût donné d'autres résultats, au lieu de cela on néglige les comités, on les ignore, et, saisi de l'invitation avant que la base ait eu le temps de donner son point de vue, l'organisation réformiste s'est trouvée devant une situation qu'elle n'osait espérer aussi belle.

Une autre constatation importante : on a complètement abandonné la question de l'unité syndicale. Depuis le début de la campagne pour la défense des traitements le problème de l'unité est écarté, on laisse le soin aux réformistes de faire de la démagogie sur cette question. Cette incapacité totale et déplorable de lier l'unité à la question du F. U. est caractéristique de la valeur des résolutions de Maglo-City. Que valent les résolutions les plus tapageuses quand elles ne s'appuient pas les premières épreuves de la réalité ?

Cependant plus que jamais, l'unité syndicale est à l'ordre du jour chez les travailleurs de l'Etat en lutte. L'idée d'un congrès de fusion des cartels sur la base du respect de la démocratie syndicale et du libre jeu des fractions pour la conquête des postes de direction, seule peut se lier au problème du F. U. et entraîner des masses importantes de fonctionnaires.

Une idée — a rappelé Thorez — après Lénine devient force quand elle s'empare des masses. Très juste ! Mais nous ajoutons : pour qu'une idée s'empare des masses, il faut, et il suffit que la réalité confirme sa valeur. Toute idée qui s'avère incapable de subir cette épreuve n'est que littérature.

J. FALCOU.

### Un meeting de front unique à Lille

Front Unique plus que jamais !

Dimanche 11 décembre, le cartel unitaire en accord avec les autonomes, organisa une manifestation pour protester contre les attaques du gouvernement. Environ 400 fonctionnaires et ouvriers de l'industrie privée y assistèrent. Il est tout à fait déplorable que devant une telle situation, un plus grand nombre de travailleurs n'aient pas jugé utile de se dérangier.

Le peu de succès de cette manifestation doit faire réfléchir nos camarades de l'U.L.U. de Lille et modifier le plus rapidement possible toute leur politique syndicale, ou alors ce sera un désastre complet pour nos organisations.

Le meeting se déroula dans une atmosphère de front unique, l'on sentait vraiment que dans la salle, les auditeurs comme les orateurs étaient dominés par ce mot d'ordre, qui apparaît aujourd'hui comme les pouvoirs publics et le patronat. d'hui comme la question primordiale pour lutter contre les pouvoirs publics et le patronat.

Nos camarades, Appareilleurs de l'enseignement, Gilton, Ramette et Midol, intervinrent tour à tour et parlèrent tous de la nécessité du front unique des travailleurs sans distinction de tendances. Pour nous, nous voulons retenir principalement le discours de Gilton, qui est pleinement suggestif. En effet, il y a longtemps, que l'on n'avait pas entendu un pareil exposé, et provenant d'un secrétaire confédéré, cela a une grande importance. Gilton commença par dénoncer le sectarisme qui ronge nos organisations et nous empêche de toucher la grande masse. Il appela les communistes à se rapprocher des ouvriers confédérés, à ne plus s'accrocher seulement aux grandes questions sociales, mais à s'occuper des plus petites revendications pouvant intéresser les ouvriers. Gilton annonça même que des lettres pouvaient être envoyées aux syndicats confédérés pour réaliser le F. U. sur les revendications à défendre, car l'envoi de telles lettres ne pouvait qu'avoir sa répercussion à la base de ces syndicats !

Très bien, camarade Gilton ! Il y a longtemps que nous, oppositionnels, nous défendons cela, tout en étant traités de renégats, de suppôts des chefs réformistes, etc., mais nous constatons que lui-même est obligé de tenir le même langage et nous nous en réjouissons d'ailleurs. Gilton conclut en demandant aux ouvriers présents de se rapprocher des ouvriers confédérés en leur tendant fraternellement la main, ce qui veut dire pour nous, que maintenant, il faut changer de tactique, et observer une politique de fraternité envers les organisations de base de la C.G.T.

Notre camarade De Vreyer demanda la parole au nom de l'opposition, et dans un silence complet exposa notre point de vue sur la question des fonctionnaires et sur la tactique du F. U. Il démontra qu'un tournant sérieux se faisait dans notre C.G.T.U. Il demanda aux ouvriers et fonctionnaires d'étudier sérieusement cette tactique car le F. U. à la base seulement — a fait ses preuves, et n'a fait qu'éloigner de nous les ouvriers. Il cita les exemples de trahison des chefs confédérés lors de la grève du textile, grâce à la tactique du F. U. « à la base », qui avait même permis aux confédérés de se renforcer au détriment des Unitaires. Il demanda aux dirigeants de la C. G. T. U. de ne pas faire seulement un petit pas, mais de s'adresser directement aux organisations réformistes, seul moyen de nous rapprocher des masses. Notre camarade fut très applaudi, cela a démontré que les ouvriers présents avaient compris.

Gilton répondit pendant une demi-heure à notre camarade, mais évita de répondre sur le fond. Qu'importe, que Gilton le veuille ou non, devant les événements, il sera forcé d'en venir aux conceptions de l'opposition, car nous le répétons plus que jamais, seule la tactique du F. U. d'organisation à organisation nous permettra de nous rapprocher des ouvriers confédérés. Par la formation de comités mixtes de grève, il nous sera possible de démontrer le rôle que jouent leurs chefs, dans les commissions des préfectures ou ailleurs. Seule notre conception permettra de renouer avec les masses. Notre camarade dans un mouvement de grève quelconque, avec deux syndicats appartenant leur point de vue, il est impossible que les ouvriers ne viennent pas qui défend vraiment leurs intérêts. C'est là, toute la raison de notre tactique. Nous n'en changerons pas, car nous savons que tôt ou tard les ouvriers unitaires seront avec nous, et obligeront les Gilton à comprendre nos camarades fonctionnaires, s'ils veulent avoir raison du gouvernement.

Plus que jamais, derrière la stérile front unique « rien qu'à la base », en avant le F. U. net et loyal, gage d'un puissant mouvement syndical révolutionnaire !

LE GROUPE DE LILLE.

### OLÉRON

### Chez les ostréiculteurs

Le 3 décembre étaient réunis à l'Inscription Maritime de Marennes, les représentants des Syndicats ostréiculteurs de la Rive droite et de la Rive gauche de la Sèvre, de St-Trojan, du Château d'Oléron, de la Fédération Ostréicole, des Commissions régionales de Marennes et d'Oléron. Notre camarade Cordavault représentait le Syndicat unitaire. A l'ordre du jour, la délimitation des viviers et leurs taxations différentes selon leur rendement. Cette question est importante du fait qu'une foule de petits concessionnaires de marais ont des terrains paient le même taux que pour les concessions à rendement extra.

Le seul projet solide de réorganisation fut apporté par notre camarade et accepté intégralement par les diverses organisations et les administrateurs de la Merine.

Ce simple fait, démontrant une fois de plus, combien notre syndicat unitaire est apte à être à la pointe du combat, pour défendre les intérêts des marins et des ostréiculteurs travailleurs. Allons-nous le laisser mourir ? A défaut de la région syndicale dont la carcasse est complète dans tous les domaines, la région qui Paris ne va-t-elle pas rappeler à ses membres ce devoir élémentaire : être les meilleurs syndiqués ?

Comment ne pas rappeler la responsabilité directe du secrétaire du Parti, Thorez, à qui la C.E. de la Ligue communiqua le programme de l'opposition pour les revendications immédiates tant en ce qui concerne l'action locale que l'action nationale pour la réglementation de la Domaniabilité Maritime.

Ce programme avait été accepté dans des réu-

### DANS L'ENSEIGNEMENT

### Un meeting pour l'action commune

Nous assistons dans l'enseignement à une tentative de groupement pour la défense des traitements, très timide, très confuse, qu'il importe cependant de soutenir.

Le président du syndicat national de l'enseignement secondaire, le secrétaire du syndicat confédéré et le secrétaire de la section des professeurs de la fédération unitaire ont lancé en commun un appel au personnel pour l'engager à se défendre.

Il faut, disent-ils, « faire abstraction de toutes les différences de tendance ou de doctrine » pour « élever contre les projets une protestation unanime, et organiser en commun des manifestations locales. » Belle perspective d'entente d'organisation à organisation, difficile malheureusement à réaliser.

Dès qu'il s'agit de passer à l'action des réactions parfois contradictoires se font jour. Cependant les syndicats autonomes, confédérés et unitaires groupant toutes les catégories de l'enseignement avaient réussi à organiser un meeting en commun le 15 décembre, meeting sans lendemain, qui n'aboutit à aucun programme d'action précis. Il faut reprendre l'offensive avec persévérance.

La résistance est nette du côté des instituteurs confédérés qui forment la masse la plus importante. En face de ce syndicat, fier de ses nombreux membres, retenu par la discipline syndicale et hostile à l'unité d'action, le syndicat unitaire, squelettique, est dépourvu de l'autorité nécessaire pour entraîner les masses.

Où est la fameuse « unité par la base », tant vantée ? Il paie aujourd'hui les efforts de sa politique syndicale et, malgré une évidente bonne volonté qui le fait passer brusquement à l'union avec tous — même avec l'association pédagogique des directeurs — il se trouve impuissant à établir la liaison désirable avec les autres syndicats.

La discussion est rendue plus difficile encore par l'absence de position nette et d'idées claires sur la question du front unique et par une position fautive sur celle de l'unité syndicale.

D'ailleurs le point faible de la politique du syndicat unitaire s'est révélé spontanément au cours du meeting. Alors que Barne parlait de la nécessité du front unique et de l'unité d'action, des cris l'ont interrompu : « Unité organique ! Tirera-t-on la conclusion de l'expérience ? »

La C.G.T.U. et le syndicat de la Seine doivent dire s'ils veulent véritablement l'unité, et comprendre quelle occasion de retrouver de l'autorité sur les masses ils laissent échapper en ne prenant pas l'initiative de lancer le mot d'ordre : « congrès de fusion entre les centrales existantes. »

Dans la Région de Bordeaux

### Efforts vers le front unique

Le mouvement des fonctionnaires surprend notre région en assez mauvaise situation. L'influence de la C.G.T.U. y a été particulièrement réduite ces derniers temps. L'U.R.U. a un permanent qui dirige 3 unions locales (Bergerac, Agen, Bordeaux), Bordeaux est « orthodoxe », mais n'existe guère. Ceux qui travaillent (Enseignement unitaire), sont minoritaires. Pour Agen, il est difficile de s'y reconnaître vu les positions confuses de Renaud Jean. A Bergerac, serait tenté, paraît-il, une « expérience » de « fusion locale » avec l'U. L. confédéré.

Le cartel unitaire comprend ici, théoriquement : Cheminots Midi, cheminots P. O.-Etat, Allumettiers, Tabacs, Enseignement. P.T.T. Seul le cartel est impuissant. Pour le moment, il vit à la remorque de la Fédération Autonome, qui est dix fois plus importante que lui. Comme travail, quelques affiches et tracts assez bons.

Un meeting eut lieu, après et avant 2 meetings confédérés. Les confédérés réunirent la première fois 3.000 personnes, et la deuxième 2.500. Au premier meeting le Cartel unitaire ne tenta même pas d'être représenté ! Les orateurs confédérés manœuvrèrent habilement les phrases révolutionnaires, et enalèrent même un défilé — très morne — dans la rue. A leur second meeting, les chefs confédérés donnèrent la parole au représentant du cartel autonome-unitaire. Barru réclama le front unique en opposant au mune. A quoi Duperré répondit en opposant au front unique : l'Unité sur les bases de Japy. La motion finale votée à l'unanimité est caractéristique de la manœuvre confédérée : elle demande une « action » (non définie) dont la direction reviendrait à la C.G.T.

Le meeting autonome-unitaire ne groupa (le 13 nov.) que 250 à 300 auditeurs. Lapagne fait une bonne intervention, ainsi que les militants de l'Enseignement. Un confédéré appela à « l'action commune » et invita les assistants à se retrouver au meeting confédéré. Une manifestation prévue fut interdite par Marquet.

Il faut noter que les confédérés s'efforcent de s'attribuer l'initiative du rapprochement, ce qui n'est dû qu'à l'incapacité et l'impuissance des unitaires et autonomes à faire figure d'initiateurs. Certainement les choses n'ont resté pas telles. Même les réformistes contribuent à mettre en branle une volonté d'unité qui les dépasse, inévitablement. La masse est prête à la résistance. Dans notre région comme ailleurs, de grandes responsabilités incombent à la C.G.T.U., qui ne paraît d'ailleurs pas s'en douter.

Un correspondant.

nions communes avec l'opposition par les cellules d'Oléron de Bourcfran et dans une conférence du sous-ravon de Marennes. Il aurait donc dû en être tenu compte lors de l'inter-vention du groupe parlementaire au cours du Budget de la Marine marchande.

Or, pour la première fois, il ne fut fait aucune allusion aux ostréiculteurs, ni au Domaine maritime. Est-ce parce que Thorez ne voulait pas montrer que l'opposition, elle, s'occupait des revendications immédiates ? Ou, est-ce que le programme d'action était « contre-révolutionnaire » ?

Le fait est qu'aujourd'hui, un des syndicats de la Fédération des Marins, le seul, qui groupe des travailleurs de la mer exploitant le domaine maritime, parmi des milliers, se meurt d'inanition, qu'il ne participera pas au Congrès de Havre, qu'il ne participera pas à ce rassemblement révolutionnaire des Inscrits maritimes contre l'Armement et l'Etat.

LA VIE DU PARTI

LA VIE DE LA LIGUE

UNE GRANDE CONTROVERSE SUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Depuis longtemps, les jeunes oppositionnels mènent campagne pour faire disparaître les méthodes de violence entre les jeunes ouvriers. Les bagarres et les injures ont trop longtemps tenu la place des discussions. Nous qui avons foi dans la puissance de conviction du bolchevisme nous voulions que, devant les jeunes travailleurs les différents courants du mouvement prolétarien puissent s'affronter dans une discussion honnête, sérieuse, sans injure et sans basse polémique.

Déjà, nos camarades de Paris, dans le 20e et dans le 13e avaient tenu des controverses publiques où les orateurs des diverses tendances purent longuement s'exprimer. Aujourd'hui, où les jeunes ouvriers, profondément divisés dans l'action, cherchent avidement la voie pour une cohésion des jeunes prolétaires dans la lutte contre leurs exploitateurs, gage essentiel de leur victoire, nous avons pensé que nous devions reprendre notre campagne. Aussi avons-nous décidé une controverse publique pour le samedi 17 décembre où nous pensions inviter par lettres et par affiches les orateurs des autres tendances.

Aux Jeunes Communistes (région parisienne) ; aux Jeunes Proletariennes Unitaires (région parisienne) ; aux Jeunes Socialistes (Entente de la Seine) ;

Ligue Communiste (opposition de gauche) ; Groupe des Jeunes de la Région Parisienne, Paris, le 14 décembre 1932.

Camarades,

« Vu l'importance que présente à l'heure actuelle pour la Jeunesse Ouvrière surexploitée l'unité de classe et l'action commune, nous prenons l'initiative d'organiser une grande controverse publique sur la question : « Les jeunes et l'unité ouvrière. »

« Un temps de parole éga sera garanti aux orateurs : 1) des Jeunes Socialistes ; 2) des Jeunes Proletariennes Unitaires ; 3) des Jeunes Communistes ; 4) du Groupe des Jeunes de la Ligue Communiste (opposition). »

« Nous avons l'intention d'organiser nous-mêmes cette controverse dans le 20e arrondissement (nous vous rappelons qu'une controverse sur la guerre, organisée par nos camarades du 20e avait réuni 120 camarades), mais nous avons décidé de nous entendre à l'avance avec les trois autres groupements de Jeunes Ouvriers sur toute l'organisation de la controverse (date, salle, bureau, orateurs, temps de parole, service d'ordre, texte de l'affiche). A cet effet, nous vous demandons une réunion préalable par exemple vendredi 16 décembre, à 20 h. 30. Seulement ainsi pourront être sauvegardés intégralement les principes de démocratie qui doivent présider désormais aux discussions entre les jeunes travailleurs. Nous vous demandons une réponse immédiate. »

« Salut bolchevik. »

« LE BUREAU. »

Le bureau de la R. P. des J.C. se réunit et nous envoya la lettre suivante :

« Région Parisienne des Jeunes Communistes, 120, rue Lafayette, Paris (10e). »

« Paris, le 15 décembre 1932. »

« Au Groupe des Jeunes de la Ligue Communiste de la R. P. »

« Camarades, »

« Répondant à votre lettre du 14 courant, nous nous déclarons d'accord pour participer à la réunion que vous nous proposez, afin d'examiner en commun avec les trois autres organisations que vous citez dans votre lettre, l'organisation d'une controverse publique sur le sujet : « Les jeunes et l'unité ouvrière. »

« Veuillez donc nous confirmer le plus rapidement possible, le jour, l'heure et lieu de cette entrevue à seule fin que nous puissions prendre des mesures pour que nos représentants y soient présents. »

« Le Bureau de la Région Parisienne des Jeunes Communistes. »

Par une lettre datée du 14 décembre 1932, le camarade Mellick nous apprenait l'adhésion de la Jeunesse Proletarienne Unitaire.

« Cette controverse devant donner aux organisations participantes toutes les garanties, c'est-à-dire : préalablement réunion des responsables en bureau commun ayant pour tâche de : fixer la date ; faire le texte de l'affiche ; temps de parole, etc. »

« Par ce mot, je te confirme officiellement l'acceptation du groupe parisien des Jeunes Proletariennes Unitaires. »

« Enfin, le 16 décembre, les délégués des Jeunes Socialistes apportèrent au camarade secrétaire du Groupe des Jeunes la lettre suivante :

« Parti Socialiste. Entente des Jeunes Socialistes de la Seine. »

« Camarade, »

« En réponse à vos pneumatiques reçus hier, 15 décembre et après convocation d'urgence de notre Comité Fédéral Miste, nous vous remercions des conditions posées par votre Parti à propos des pourparlers avec diverses organisations se réclamant de la classe ouvrière : »

« 1° Bureau commun ; »

« 2° Nombre égal de cartes d'assistants mises à la disposition des organisations participantes ; »

« 3° Engagement réciproque d'éviter de part et d'autre des injures et des violences. »

« Le Comité Fédéral Miste et les Jeunes Socialistes ont toujours mené avec ardeur la lutte en faveur du Proletariat et mis au premier plan de leur propagande l'unité ouvrière. C'est pourquoi la question que vous soulevez nous semble extrêmement importante ; notre C.F.M. ne pourra vous donner une réponse définitive avant la décision de la Commission exécutive de la Fédération de la Seine. »

« Croyez, camarade, à l'assurance de mes sentiments socialistes. »

« La Secrétaire de l'Entente : »

« Mireille OSMIN. »

« Enfin, nous nous sommes adressés oralement aux étudiants socialistes plus autonomes pour leur demander leur collaboration au cas où les J.S. n'y participeraient pas. Réunie le 15 décembre, la C.E. décida à l'unanimité sa participation à la controverse au cas où le Parti interdirait aux J.S. de donner la leur. »

Vendredi 16 décembre se tint donc une réunion commune à laquelle assistaient 3 délégués J.C., 3 délégués J.S., un délégué E.S., 2 délégués pupistes et 2 délégués du G. des J. de la Ligue. Les étudiants socialistes (des J.S. dont se tenait le Comité fédéral miste arrivèrent en retard), formulèrent un certain nombre de desiderata, dont en particulier celui d'un partage égal des cartes d'assistants entre les organisations participantes. Les pupistes insistèrent dans le même sens, y subordonnant leur collaboration. Les oppositionnels répondirent qu'à leur avis la controverse devait être largement ou-

APRÈS AMSTERDAM Lettre aux camarades du rayon de Clichy-Levallois

Chers Camarades, Au cours du meeting organisé il y a quelques mois par le Comité d'Amsterdam Clichy-Levallois, nos camarades Bolchevicks-Léninistes ont eu l'occasion d'exposer, devant la grande masse des ouvriers et des membres du Parti de cette localité, nos méthodes communistes de lutte contre la guerre imperialiste et nos critiques sévères mais indispensables du confusionnisme d'Amsterdam.

Le problème de la guerre est absolument vital pour le prolétariat ; la 2e Internationale, le Pacifisme et Menchevisme de toutes les nuances se sont pitoyablement écroulés devant la dure épreuve de 1914-1918.

Mais l'expérience de la faillite de la social-démocratie a coûté cher au prolétariat mondial. Le Bolchevisme a tiré les leçons de cette expérience ; le bolchevisme nous a enseignés que la lutte véritable contre la guerre imperialiste ne peut se mener que grâce à la lutte impitoyable contre le pacifisme contre-révolutionnaire.

Nos camarades oppositionnels ont dénoncé devant vous le confusionnisme de la charte d'Amsterdam, le bloc opportuniste des chefs stalinien et des ennemis déclarés du prolétariat.

Ils ont dénoncé la tendance du Congrès vers le pacifisme bourgeois, l'absence totale de critique léniniste des différentes tendances opportunistes des éléments composant le Congrès, la carence totale de la fraction stalinienne à développer les méthodes concrètes de la lutte bolchevique contre la guerre. La voix des ouvriers oppositionnels a été entendue ; au cours d'une assemblée d'information de la Région Parisienne du Parti Communiste sur les cadres syndicaux, un jeune communiste de Levallois est monté à la tribune pour expliquer que seuls les « trotskystes » ont développé un point de vue conséquent sur la question de la guerre. Bien plus, le rayon de Clichy-Levallois dépose aujourd'hui une Résolution sur le Congrès d'Amsterdam dans laquelle, quoique sous une forme voilée, il reprend en les adoucissant nos critiques essentielles de la politique d'Amsterdam. Cette résolution qui, malgré la censure stalinienne, est présentée aujourd'hui devant le Parti, est le signe d'un premier pas en avant que vous accomplissez vers le bolchevisme-léninisme.

Un premier pas hésitant, timide, un premier pas qui vous place encore sur le terrain du centrisme stalinien, mais aussi qui est la preuve de votre volonté réelle de défendre le Parti contre la bureaucratie stalinienne et de parer aux dangers opportunistes qui le menacent. De toutes leurs forces, les bolchevicks-léninistes appuieront cet effort ; de toutes leurs forces, ils vous aideront à lutter au sein du Parti contre la conciliation avec le pacifisme. Mais, pas un seul instant ils ne renonceraient à la ferme critique bolchevique des insuffisances et des faiblesses de ce premier pas.

Malgré la répression bureaucratique qui s'abat sur tous les militants qui « ouvrent la bouche », vous avez déposé une résolution dans laquelle vous déclarez avec nous que pour parer aux graves dangers opportunistes qui menacent notre Parti, il est absolument nécessaire d'ouvrir une discussion permanente dans le Parti et une éducation intensifiée de ses membres.

Malheureusement, vous avez cru nécessaire d'atténuer le caractère oppositional de vos critiques, et, vous avez jugé qu'il serait habile, afin d'éviter les exclusions, de faire allusion au « trotskysme contre-révolutionnaire ». Cela, chers camarades, constitue une grande faute politique que la bureaucratie stalinienne utilisera demain contre vous et contre le bolchevisme-léninisme.

Dans votre résolution, vous mettez justement en garde le Parti contre le rétrocessionisme du mouvement et son évolution possible vers le pacifisme bourgeois.

Vous dénoncez justement la carence de l'« Humanité » qui, « deux semaines après le Congrès, n'en parle plus », et pour cause !

Le deuxième point de votre résolution expose la nécessité de « développer partout notre position léniniste de la lutte contre la guerre » et ajoute : « A cet égard également, l'« Humanité » n'est pas à la hauteur de la tâche. Pas de critique léniniste des différentes tendances représentées au Congrès. »

« Le troisième danger opportuniste serait de ne pas exposer nos méthodes de lutte contre la guerre. Il faut dire à cet égard que rien n'est fait par l'Humanité. »

« Il ne faut pas comme cela se passe trop souvent, que notre politique dans les Comités se fasse en zig-zags et nous plonge tour à tour dans l'opportunistisme et le sectarisme les plus plats. »

La grande faiblesse de votre résolution, chers camarades, provient de ce que vous combinez

verté à tous les jeunes ouvriers car la question de l'unité intéresse tous les jeunes ouvriers, y compris ceux qui ne sont pas encore organisés. Ils firent leurs propositions, mais déclarèrent qu'ils sacrifieraient leurs préférences pour ne pas rompre ni empêcher une controverse loyale pour des raisons formelles. Les camarades des J.C. exposèrent le même point de vue, espérant l'unité d'action. A la demande des socialistes, les délégués décidèrent de reporter au 5 janvier la date de la controverse. Ils décidèrent l'organisation en commun de la controverse par les 4 groupements. Une nouvelle réunion commune des délégués se tint jeudi 22. Toutes les mesures y seront définitivement prises pour l'organisation technique de la controverse.

A travers les pourparlers de la controverse, nous avons pu constater une fois encore un changement d'attitude très important de la J.C. vis-à-vis des jeunes socialistes. Il y a eu un temps où nous nous traitait de renégats et de social-fascistes des que nous mentionnions la nécessité de mener des pourparlers avec les dirigeants des J.S. Actuellement, non seulement les J.C. s'abstiennent de toute violence et de toute injure vis-à-vis des jeunes ouvriers socialistes (par exemple au meeting de la Journée Internationale des J.S.), non seulement ils font le front unique contre les J.P. pour la défense de leur presse, mais ils s'adressent directement aux socialistes J.S. pour une campagne commune (nous y reviendrons bientôt), et ne craignent plus de collaborer avec la direction des J.S. pour organiser une controverse sur l'unité ouvrière. Cela pourrait signifier un progrès sérieux sur la voie léniniste du front unique. Les Jeunes Communistes Oppositionnels feront tous leurs efforts pour que ce mouvement se développe non dans le sens de l'opportunistisme du style burbanisme, mais dans la voie léniniste.

La controverse du 9 janvier doit permettre un loyal échange de vues devant des centaines de jeunes ouvriers. Nous espérons qu'elle ouvrira une période de rapports plus fraternels entre les jeunes prolétaires de toutes tendances et qu'elle ouvrira la route à l'action commune contre la bourgeoisie.

Auger.

des critiques justes à des appréciations nettement erronées de la plateforme d'Amsterdam. Vous affirmerez qu'il faut malgré tout conserver encore la charte burbanisienne « bien qu'elle ne soit pas bolchevique à 100 pour 100 ». Sur la question fondamentale de la guerre, le léninisme nous commande de rester souples dans la tactique, mais absolument intransigeants sur les principes. Le léninisme nous a appris à balayer courageusement tout ce qui s'oppose au bolchevisme.

L'expérience de 1914 a coûté trop cher à la classe ouvrière pour qu'il nous soit permis aujourd'hui de retomber dans les erreurs et les illusions dangereuses du pacifisme et du menchevisme.

Nous devons faire le front unique avec toutes les organisations ouvrières dans l'action contre la guerre imperialiste et non sur des manifestes contents.

C'est dans la lutte et pour la lutte qu'il faut organiser le front unique, et non sur le papier. Mais le front unique ne doit ni nous lier les mains, ni nous faire renoncer à développer intégralement notre point de vue et notre critique.

Camarades de Clichy-Levallois, malgré les faiblesses et les insuffisances de la résolution que votre rayon présente aujourd'hui devant le Parti, nous vous invitons à aller plus avant, dans le sens du léninisme.

Nous sommes prêts à participer avec tous les camarades de votre rayon à une réunion commune pour étudier ensemble :

- 1° le front unique dans la lutte contre la guerre imperialiste ; 2° les méthodes bolcheviques de lutte ; 3° la lutte contre le pacifisme et le menchevisme.

Nous vous demandons de réfléchir à nos critiques, de discuter notre lettre dans toutes vos cellules, dans toutes vos assemblées.

Nous vous demandons de mettre à l'ordre du jour, dans votre rayon et dans toute la Région Parisienne, la discussion de « La Plateforme des Bolchevicks-Léninistes », présentée au Congrès d'Amsterdam par l'opposition de gauche.

Nous sommes convaincus que vous parviendrez à franchir les obstacles que la bureaucratie stalinienne dresse entre vous et nous, entre la base du Parti et les militants de l'aile gauche. Pour balayer l'opportunistisme au sein de notre Parti, il est indispensable que nous luttons ensemble.

Salutations communistes. A.

REVUE DE LA PRESSE COMMUNISTE Les cahiers du Bolchevisme (15-12-32)

Cette revue, qui aurait dû être créée pour être l'organe théorique avant du communisme parmi les ouvriers français les plus conscients, est devenue un entre les mains des appointés de la bureaucratie stalinienne d'un véritable repoussoir idéologique. Le contenu de ce dernier numéro, malgré le « tournant », malgré les promesses d'amélioration de l'appareil, persiste à rester vide et sec, simple juxtaposition mécanique de formules creuses et stéréotypées.

L'éditorial « Pour l'unité de Lutte », au lieu d'éclaircir ce problème qui se pose d'une façon brûlante pour toute la classe ouvrière française et que la démagogie pupiste et social-démocrate ne cesse d'obscurcir, ne fait qu'y ajouter un peu plus de confusion.

Le Congrès d'Amsterdam y est indiqué comme modèle de « l'unité de lutte ». L'auteur au lieu de rechercher dans l'histoire de la social-démocratie française les mille et une preuves de sa volonté scissionniste, se contente d'affirmer que la 2e Internationale est pour la scission de la classe ouvrière, car la scission affaiblit le prolétariat et constitue la condition indispensable pour la réussite de ses plans de sauvetage du régime. D'ailleurs, ajoute le savant rédacteur, les reformistes sont pour la rentrée des unitaires dans les rangs de la C.G.T. ! ! Et la scission de Jouhaux ? L'est-elle aussi une « calamité » des « trotskystes » contre la social-démocratie ?

Pour éclairer ce problème complexe de l'unité, il aurait fallu principalement expliquer clairement la distinction fondamentale entre l'unité politique, qui n'est nullement désirable ni réalisable avec les chefs traitres de la 2e Internationale, et l'unité d'action des organisations ouvrières que l'opposition de gauche revendique depuis des années. Il aurait fallu montrer clairement que le poids de la responsabilité de la scission syndicale retombe exclusivement sur les Jouhaux et les chefs reformistes de la C.G.T.

Il aurait fallu aussi condamner impitoyablement la phraséologie stalinienne du « front unique à la base » et du « social-fascisme ». Cela pour expliquer le problème de l'unité d'action. Mais pour commencer à la réaliser, les ignorants appointés des « Cahiers » feraient mieux de songer d'abord à réintégrer les bolchevicks-léninistes, à faire « l'unité » d'abord entre communistes !

Un article du capitulaire Radek sur les multiples de 1917 et le rôle de la social-démocratie. Une analyse de Borov, du « Pacte de non-agression franco-soviétique » qui a bien du mal à nous expliquer comment ce traité se tourne en faveur des intérêts de l'U.R.S.S. et du prolétariat.

Le résumé de la pitoyable conférence de Berlin aux « Cahiers », sur l'Allemagne. Un article intéressant au point de vue documentaire de Belgique sur l'expérience de la grève des mineurs dans lequel il oublie malheureusement complètement le rôle de premier plan de nos camarades oppositionnels de Belgique.

Et, après un compte rendu de Gato du VIe Congrès des Métaux, une « étude » de Jean Fréville sur « Lénine et la lutte contre la religion », dans lequel on nous apprend que « la pratique des menchevicks, des trotskystes et des opportunistes dans le domaine anti-religieux ne visait pas la source même de la religion, le capitalisme » ! !

On nous apprend également que les « trotskystes nient la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays » ; contentaient d'assimiler la culture bourgeoise et l'athéisme bourgeois. Ce sont là tous les enseignements que Fréville a pu tirer de la lutte de Marx, de Lénine et de Trotsky contre la religion.

Après bien d'autres, Victor Masson nous apprend tout d'un coup que les cadres du Parti ont besoin d'être éduqués. Il est malheureusement difficile d'éduquer sérieusement des militants avec des falsifications de la bureaucratie stalinienne. Edouard le Parti serait lui remettre entre les mains l'arme qui lui permettrait de balayer la bureaucratie parasitaire qui le trompe tous les jours d'avantage, précisément grâce à l'absence de toute éducation sérieuse.

Doriot rapporte à l'Assemblée d'information de la Région Parisienne

6 à 800 camarades du Parti sont venus, mardi soir, à la Grange-aux-Belles. Ils étaient venus avec l'espoir qu'on leur parlerait du « tournant », qu'on leur expliquerait les raisons de la nouvelle politique du front unique.

Quelques camarades, plus décidés, étaient venus avec l'intention de demander des comptes à la bureaucratie, de la contraindre à reconnaître ses grossières erreurs et à s'expliquer sur ses multiples zig-zags.

Pour tous les militants, l'assemblée d'information fut une grande déception. Doriot et Arrachard étaient annoncés comme rapporteurs. Le président Soupe avait prévenu que personne ne serait autorisé à prendre la parole, qu'il fallait se contenter de poser des questions écrites.

Il est remarquable qu' alors que le parti propose aux socialistes des controverses publiques, la bureaucratie stalinienne s'efforce d'étouffer toute discussion au sein même du P. C.

Doriot, véritable revenant dans le parti, fit une longue et ennuyeuse tirade sur la crise ministérielle et le problème des dettes.

La « solution » du gouvernement consiste à traverser la crise sur le dos du prolétariat et des couches moyennes. Nous devons résister à ces nouvelles attaques par la tactique du front unique. Le gouvernement Boncour ne doit pas illusionner les ouvriers. Les socialistes, craignant de trop se « compromettre » ont refusé poliment leur participation directe.

Il faut déraciner les illusions dans le sein de la classe ouvrière ; il faut redoubler nos coups contre l'impérialisme français et le traité de Versailles.

Doriot continue, sur le même ton, à examiner les autres problèmes, dettes, désarmement, Petite-Entente, dangers de guerre contre l'U.R.S.S. Quelques mots sur la crise budgétaire et les attaques contre les fonctionnaires et les anciens combattants. Le socialiste Paul Boncour a promis : « Je ne ferai rien contre les fonctionnaires, ou, si je le fais, ce ne sera pas sans discuter avec eux. » Doriot conclut rapidement sur les revendications et la lutte du P. C., sur le front unique et la nécessité de mobiliser les masses contre le gouvernement d'illusions.

Bref un rapport coulé de banalités, sans aucune appréciation véritablement communiste, de la situation.

Arrachard, après un bref exposé sur le mouvement des fonctionnaires, des cheminots, des petits commerçants de Drancy, en arrive à la vie du P. C.

« Trop de camarades disent : il n'y a rien de changé. Toujours autant de bureaucratie ; toujours autant de sectarisme. » Arrachard a beaucoup de mal à nous persuader qu'il y a « un progrès ». D'après lui, on revient à la vie politique ; on retrouve l'équilibre.

Arrachard insiste sur la nécessité de discuter les nouvelles résolutions.

Malheureusement, sous la direction stalinienne, la discussion n'est souvent qu'un moyen habile des bureaucraties pour repérer les oppositionnels, un « piège » pour employer le mot de Semard.

Arrachard se plaint de ce qu'un trop grand nombre de camarades « ont perdu toute confiance en la direction de la 20e U. R. »

Pour le front unique, il faut faire de grands efforts pour rompre avec le sectarisme, mais il faut veiller à ne pas tomber dans l'opportunistisme. Il cite le cas des camarades du Pré-Saint-Gervais qui n'ont pas voulu laisser parler un membre du parti au comité d'Amsterdam, sous prétexte de ne pas « effrayer » les travailleurs non-communistes.

Sur le régime intérieur, Arrachard demande de rompre avec « le ton de commandement » des fonctionnaires du parti envers les ouvriers. Il faut enfin aider les jeunes à travailler en collaboration étroite avec le parti.

Quelques camarades vont ensuite déposer quelques questions écrites.

Le Bureau répond à une ou deux autres questions sur la guerre et le travail anti.

Pour les autres questions, on y répondra après, par l'« Huma » ou par correspondance : à 11 heures du soir, les bureaucraties jugent qu'il est beaucoup trop tard pour y répondre ! !

« Gérons ces questions ? » nous ont fait sourire nos « dirigeants ».

Les camarades sont sortis déçus, mécontents ; ils attendaient beaucoup plus d'une telle assemblée d'informations.

Cette nouvelle expérience leur ouvrira-t-elle d'avantage les yeux ?

IL FAUT PARLER FRANCHEMENT Une poignée d'aveux

Le numéro 21-22 de l'Internationale Communiste publie un certain nombre de discours prononcés au XIIe Plénum. Pour aujourd'hui nous mettrons sous les yeux des membres du parti des extraits des discours de Doriot (p. 1103). Ils justifient complètement les critiques que nous avons faites.

Au sujet des effectifs du Parti, Doriot déclare : « En ce qui concerne les 7.000 adhérents nouveaux de ces derniers mois, on signale qu'un certain nombre (1) d'entre eux, LA MOTTE, ont déjà quitté le parti. »

« Pour être complet il faut ajouter que notre situation dans le mouvement ouvrier français est devenue infiniment plus difficile qu'elle ne l'était les années précédentes. »

« ... Je puis dire que la régression n'est pas arrêtée encore, elle reste la caractéristique générale de la situation. »

Caractéristique la « troisième période », Doriot lâche l'aveu suivant, qui est d'importance : « C'est aussi dans notre parti qu'on parlait en 1930, dans des sphères de la direction, de la PRISE DU POUVOIR. En 1930 ! Cette phraséologie a eu un résultat tout à fait négatif, elle a un peu désabusé les cadres du parti et aussi éloigné de nous les masses qui ont vu très vite et qui sentent très bien la situation » (p. 1106).

Mais c'est en 1932 que Doriot s'en aperçoit ! Au sujet de la lutte contre les pupistes, Doriot déclare : « La Région Parisienne (c'est Semard qui est visé) justement a eu une tendance absolument inverse en posant au premier plan le problème de LA LUTTE CONTRE LES TROTSKYSTES qui sont un petit noyau dans la Région parisienne de notre parti. Par contre, elle a complètement négligé la lutte contre les pupistes. »

Alors, camarades, avisons-nous tort de dire : 1° Que la chute des effectifs continuait ; 2° Que durant la 3e période la direction s'est coupée des masses en bavardant sur la « prise du pouvoir » ; 3° Que ce n'est pas contre la gauche (« trotskystes ») qu'il fallait lutter, mais contre la droite ?

Permanence

Au début de janvier, le local de la Ligue Communiste sera transféré dans un quartier plus central. Jusqu'au transfert, une permanence fonctionnera tous les jours entre 18 h. 30 et 20 h. 30, villa Faucheur (11, rue des Envierges) pour tous nos camarades et nos sympathisants.

Nos conférences d'éducation

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous commencerons au début de janvier une série de conférences d'éducation.

Le premier cours aura lieu le vendredi 6 janvier, à 20 h. 30. Les cours se poursuivront ensuite tous les 15 jours, le jeudi.

La première série de cours, sous la direction du camarade Naville, comprendra 5 séances.

Voici le programme de ces cours : 1° SÉANCE et 2° SÉANCE : Les lois générales de l'impérialisme. 3° SÉANCE : Les caractéristiques du mouvement ouvrier dans la période de l'impérialisme : 1° La 1e Internationale et l'avant-guerre. 4° SÉANCE : Les caractéristiques du mouvement ouvrier dans la période de l'impérialisme : 2° La guerre de 1914-18 et le mouvement révolutionnaire. 5° SÉANCE : Octobre et la crise d'après-guerre (fondation de la IIIe Internationale).

Ces cours ont lieu sur invitation. Après chaque exposé aura lieu une discussion. Un plan détaillé des cinq conférences sera fourni à chaque auditeur, ainsi que la bibliographie nécessaire.

Les camarades non membres de la Ligue désireux de suivre les cours sont priés d'écrire à la Vérité en faisant connaître leur nom. Chaque camarade devra suivre régulièrement l'ensemble des cinq conférences.

Le lieu sera indiqué par convocations directes.

Bulletins de groupe

Plusieurs groupes de province vont maintenant publier régulièrement un Bulletin d'agitation ronéotypé. C'est là un excellent moyen de propagande et de pénétration pour l'opposition.

Après le Bulletin du Groupe de Chaligny, le Bulletin de Lille paraît régulièrement. Il en est à son numéro 4 et a reçu un bon accueil des ouvriers de Lille.

Sous peu paraîtra à Marseille, le « Bolchevik-léniniste », de même que le « Communiste », à Dijon.

Nous encourageons vivement les autres groupes à imiter cet exemple.

La semaine prochaine paraîtra le numéro 45 (décembre) de

La Lutte de Classes

Au sommaire : L. Trotsky : Staline prend des mesures (à propos de l'exclusion de Zinoviet et Kamenev). — Editorial : Le parti, les syndicats, et le problème de l'unité ouvrière. — Le destin d'Herriot et la crise en France. — Lettres d'U. R. S. S. — Lettres de Changai. — IIIe Congrès de l'I. C. (1921) : Thèses sur la tactique.

Prix du numéro ..... 2 fr.

Souscriptions reçues en décembre

Nav., 50 ; Limbour, 100 ; Craipeau, 50 Dillies, Labaye, 10 ; M. Julot, 20 ; région parisienne de la Ligue, 71 20. Total : 301 francs 20. Total général : 507 fr. 70.

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

- L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923) 3 fr. 50
- L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925) 3 fr. 50
- L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1924) 4 fr. 50
- TROTSKY. — Et maintenant ? (1932) 3 »
- L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924) 1 fr. 50
- L. TROTSKY. — La seule voie. 2 fr. »
- QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande à ..... 1 fr. »

Adresser les commandes, 11, rue des Envierges, Paris (20e) à La Vérité, Service des Livres.

Une exclusion dans le S.R.I.

Nous avons relaté la semaine dernière que notre camarade Méche, exclu du S.R.I. pour délit de tendance par le Comité local du 9e avait été appelé devant la Commission des conflits régionale.

En fin de compte, la Commission des Conflits a prononcé une exclusion pour un an pour la raison suivante : Méche a écrit dans « La Vérité » que le S.R.I. comptait 22.000 cartes pour 1932 au lieu de dire au 31 juin.

Au fond, la Commission des Conflits n'a pas voulu désavouer le Comité local du 9e, et c'est pourquoi elle s'est ralliée à cette décision hâtive d'une suspension pour un an.

Nous protestons avec énergie contre cet arbitraire. Méche a été exclu en réalité, non pour le grosque prétexte invoqué, mais pour délit d'opinion ; cela est intolérable. Nous n'acceptons pas la sentence « conciliatrice » de la Commission des Conflits. Il faut obtenir la réintégration immédiate de Méche

UN GROUPE DE MEMBRES DU S. R. I.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris